



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 23 juillet 2019**

PROCÈS-VERBAL

Monsieur le Président

Veuillez prendre place. Je propose à Mademoiselle BODKIN de bien vouloir faire l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Madame Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole du 23 juillet 2019.

Monsieur le Président

Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais vous donner quelques informations.

Première information, une lettre de Monsieur Pierre POUËSSEL, Préfet de l'Hérault, qui rend hommage à l'excellente gestion de la Métropole de Montpellier. Non seulement elle remplit les objectifs : 1,5 de contractualisation avec l'État, mais encore elle a conservé le 0 % de taux d'augmentation des taux d'imposition et elle a gardé son attractivité. C'est un courrier qui est daté du 10 juillet.

Deuxième point, cela concerne les chiffres de l'emploi. Il y a un an environ, je vous avais fait part des bons chiffres de l'emploi sur la Métropole de Montpellier et certains esprits un peu critiques avaient expliqué qu'il s'agissait là d'une période très restreinte et qu'ils n'avaient pas valeur d'exemple. Il se trouve que les derniers chiffres qui ont été publiés par Acof-Urssaf montrent le contraire, et que du 1^{er} trimestre 2018 jusqu'au 1^{er} trimestre 2019, l'augmentation des créations d'emploi a été bien réelle et la diminution du chômage aussi. Je vais vous donner quelques chiffres. Je ne résiste pas au plaisir de le faire.

D'abord, les secteurs qui ont le plus progressé, c'est la construction avec +3,3 %, l'industrie 2,4 % et le tertiaire 2 %. Sur les taux annuels moyens de croissance de l'emploi depuis 2014, la première ville au niveau national est Bordeaux avec +2,7 %. En deuxième position à égalité les Métropoles de Montpellier et de Nantes avec 2,6 %, c'est-à-dire à 0,1 point d'écart. En quatrième, Toulouse 2,4 %. Nous sommes bien dans les 4 métropoles françaises qui créent le plus d'emplois et dont le développement économique est extrêmement prégnant.

Dernière information enfin, j'ai reçu un courrier du Maire de Vendargues Pierre DUDIEUZERE qui nous dit qu'il ne veut pas de l'aide de la Métropole pour la Fête du Cheval à Vendargues. Nous l'avons déjà votée, la Fête du Cheval à Vendargues, mais s'il ne la veut pas, nous n'allons pas être plus royalistes que le Roi. Nous ne lui verserons pas le montant de l'aide. C'est complètement idiot. En tout cas nous, nous sommes pour les chevaux et pour Vendargues et je le dis à la population de Vendargues, nous l'aidons pour la bibliothèque (11 000 euros).

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE MÉTROPOLE DU 23 JUILLET 2019

Monsieur le Président

Venons-en maintenant à des choses plus agréables. Vous avez pris connaissance du rapport. L'ordre du jour comporte 104 affaires, puisque l'affaire 33 est retirée, et il y a une modification sur l'affaire 74. Qui veut prendre la parole sur l'ordre du jour ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité

Pour : 85.

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MÉTROPOLITAIN DU 25 JUIN 2019

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance de ce procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Monsieur le Maire de Montaud et Madame la Maire de Murviel-lès-Montpellier.

Monsieur Joël RAYMOND

Oui, Monsieur le Président, mes chers collègues. Je voudrais prendre la parole par rapport à une intervention que j'avais faite lors de ce Conseil métropolitain, sur le transport et la mobilité et notamment la validation du nouveau schéma de l'offre de transport, qui débutera le 2 septembre 2019. Ce schéma modifie les transports en commun sur les communes de Montaud et Saint-Drézéry, puisque la ligne 36 est bien supprimée, après renseignement pris au niveau des services de la Métropole. Elle est compensée par la ligne 27, qui est plus longue en temps, rend moins accessible le transport en commun pour les habitants de ces deux communes et fait que le trajet sera plus long, puisque les gens seront déposés à l'arrêt Pompidou à Castelnau-le-Lez, à la place de Charles de Gaulle – ce qui fait 7 arrêts de tram de plus. Ce que je voulais vous demander ce soir, Monsieur le Président, comme je l'ai dit d'ores et déjà à votre voisine de table, c'est de bien vouloir revoir cette ligne, car elle va ne pas satisfaire les habitants de ces deux communes, et je crains qu'en septembre nous ayons des problèmes liés aux transports en commun sur cette zone-là. Je voulais vous le signaler et je vous remercie.

Monsieur le Président

Alors, non seulement nous allons intégrer votre intervention dans le procès-verbal de la dernière séance si elle n'y est pas totalement. En plus, Monsieur ÉGOUMÉNIDES est à votre disposition pour en parler avec vous. Nous n'allons pas refaire le débat si vous êtes d'accord, nous l'avons déjà eu la dernière fois, surtout qu'il y a une affaire dans l'ordre du jour qui traite de la nouvelle offre des transports. Monsieur RICO, Monsieur le Vice-Président, vous pourrez donner tout à l'heure les explications nécessaires à la réflexion de Monsieur le Maire de Montaud.

Madame Isabelle TOUZARD

Merci. Bonsoir à toutes et à tous. Juste une précision que je voulais apporter. J'étais absente au dernier Conseil. Il y a eu une affaire qui a été mise à l'ordre du jour un peu tardivement, c'est l'affaire 66, hors Commission, le vœu de soutien au maintien du contrôle public de *la Société des Aéroports de Paris*. N'étant pas présente, la personne à qui j'avais donnée délégation s'est abstenue en mon nom, ce qui est normal puisque je n'avais pas pu donner de précision sur ma position, vu que l'affaire a été mise à l'ordre du jour très tardivement. Je voulais juste préciser sans bien entendu revenir sur le vote, puisque c'est acté au compte rendu, que je soutiens bien entendu ce vœu et que je suis pour le maintien du contrôle public de *la Société Aéroports de Paris*. Je voulais le préciser.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame TOUZARD. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, en intégrant les réserves qui ont été proposées par les deux orateurs.

À l'issue d'un vote à main levée, le procès-verbal de la séance du 25 juin 2019 est adopté à l'unanimité.

Pour : 85.

APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : Présentation des décisions prises par le Président et non présentées lors du dernier Conseil

Mme C. HART et M. J-M. ALAUZET entrent en séance.

Monsieur le Président

Vous avez également pris connaissance de la synthèse des décisions prises depuis le dernier Conseil. Pas d'observation ? Monsieur le Maire de Montaud.

Monsieur Joël RAYMOND

Oui, Monsieur le Président, mes chers collègues. Trois décisions ont attiré mon attention concernant les affaires que vous avez signées. La première, la MD2019-430, concernant la Direction de la Communication. Nous apprenons dans cette décision qu'il y a un avenant à la convention constitutive d'un groupement de commandes permanent entre la Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville pour des prestations de communication, avec notamment des achats supplémentaires concernant la communication d'espaces publicitaires. Sur cette dite rédaction, il n'est pas mentionné de montant concernant cet avenant. Je voulais vous poser pour cette première demande la question : est-ce que nous pouvons avoir des éléments chiffrés sur cet avenant, qui ne sont pas mentionnés dans cette décision ?

Monsieur le Président

Je suis incapable de vous répondre là, mais nous vous renseignerons.

Monsieur Joël RAYMOND

Deuxième observation concernant les décisions. Il y a eu deux décisions concernant la Direction de la Propreté et Valorisation des Déchets (décisions MD2019-462 et MD2019-552). Toutes les deux prises à une date différente, mais qui concernent les déchets issus des traitements de refus de l'unité de traitement AMÉTYST des aires d'apport des encombrants. Nous y apprenons et découvrons que, bien évidemment, suite à la fermeture du casier de Castries, des déchets doivent être traités probablement autrement, bien évidemment. Là, nous apprenons qu'il y a des marchés qui sont signés pour envoyer ces déchets ailleurs, mais sans toutefois avoir des précisions, puisque c'est écrit en 4 à 5 lignes, que c'est la Société SMN pour un marché et Suez pour l'autre. Même question, est-ce qu'il est possible d'avoir des éléments concernant ces décisions, car nous ne les voyons pas passer plus en détail ?

Monsieur le Président

Je vous propose, Monsieur le Maire, de nous écrire rapidement sur un petit mot et nous vous ferons une réponse écrite pour l'ensemble des questions que vous avez posées.

Monsieur Joël RAYMOND

Entendu. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Qui a demandé la parole ? Personne.

Mme C. HART sort de séance.

AFFAIRE N°1 : HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX PRODUCTEURS AGRICOLES ET AUX VITICULTEURS IMPACTÉS PAR L'ÉPISODE DE CANICULE DU 28 JUIN 2019

Mme C. HART et M. A. MOYNIER entrent en séance.

Mme S. BOUALLAGA entre en séance (le pouvoir donné à Mme M. BODKIN est annulé).

Monsieur le Président

Nous allons vous proposer de voter un vœu de soutien aux producteurs agricoles et aux viticulteurs suite à la canicule qui s'est produite le 28 juin 2019. Ce n'est pas la première fois,

mais nous allons pouvoir par ce vœu appuyer la démarche de reconnaissance en tant que calamité agricole de cette canicule, qui a très largement entamé le potentiel des récoltes, que ce soit pour l'agriculture ou la viticulture. Vous avez vu toutes les images, qui sont passées à la télévision et sur les médias, qui montrent combien les grappes ont été séchées, les feuilles aussi, et vous n'êtes pas sans ignorer que quand les feuilles sont abîmées, eh bien le raisin ne peut pas croître à la bonne dimension, et surtout en temps viable pour la vinification. Voilà ce vœu qui, je pense, amènera certainement un nombre de remarques parmi l'Assemblée et ne devrait pas poser en tant que soutien aux agriculteurs et aux viticulteurs de veto particulier. Qui demande la parole ? Monsieur RAYMOND, Monsieur ROUILLEAULT.

Monsieur Joël RAYMOND

Oui, Monsieur le Président, mes chers collègues, un vœu pour la viticulture. Un village rural où la viticulture est l'activité économique, comment ne pas prendre part à ce vote ? Ce que je voulais vous dire, Monsieur le Président, c'est que concernant les décisions, le Ministre étant venu le 5 juillet dans le Gard et dans l'Hérault, il a d'ores et déjà annoncé toutes ces nouvelles, à savoir des exonérations de taxes sur le foncier non-bâti, des exonérations partielles de cotisations sociales, des aides directes pour les jeunes agriculteurs, qui eux perdent probablement plusieurs récoltes, et puis la mise en place d'un système assurantiel, qui est aujourd'hui le point d'accroche essentiel pour pouvoir accompagner l'agriculture de demain face aux événements climatiques.

Je regrette juste que dans votre délibération, sur une compétence qui vous appartient, vous n'ayez pas glissé des éléments sur l'eau brute. L'eau brute où le Département a validé un schéma – mon collègue Yvon PELLET pourrait en parler et témoigner – la Métropole donc doit sûrement prendre part dans ce schéma. Des territoires de la Métropole sont dépourvus toujours de réseaux d'eau brute et je regrette qu'il n'y ait pas, comme très souvent je l'ai mentionné à cette Assemblée, un vrai plan, un vrai schéma d'adduction d'eau brute pour l'agriculture de manière générale, et pas que la viticulture, parce qu'il faut savoir par exemple que bon nombre de ruches ont été décimées par rapport à cette forte chaleur. L'apiculture fait partie de l'agriculture, mais ce n'est pas que la vigne et le vin. Je crois qu'il faut voir l'ensemble des filières et des productions de notre territoire qui ont subi ce fameux coup de chalumeau. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Président, chers collègues, il faut bien entendu voter ce vœu. Il faudra aussi l'actualiser en fonction du second épisode caniculaire que la France est en train de connaître aujourd'hui, même si son épiscentre semble plus loin du Département et de la Métropole, mais c'est quand même une première fois où il y a un deuxième épisode caniculaire, un mois après celui que nous avons eu au mois de juin. J'en profite, puisque nous sommes sur les questions climatiques, pour dire juste trois petits messages courts. Le premier, pour saluer les jeunes et les moins jeunes qui se mobilisent pour le climat, et en particulier Greta THUNBERG, qui s'exprime aujourd'hui au Palais Bourbon devant un très grand nombre de députés des différents bords, presque tous, sauf quelques climatosceptiques attardés. Deuxièmement, pour saluer les députés moins nombreux qui se sont exprimés et ont voté contre le CETA, avec le danger que représente un traité qui va instaurer un arbitrage privé, permettant non seulement à des États, mais aussi à des firmes privées, de porter atteinte aux décisions prises soit par l'Union Européenne, soit par les États membres, dont le nôtre. Troisièmement, pour inviter nos concitoyens, les associations, tous les élus, à travailler très activement sur le SCoT et toutes ses déclinaisons, dont le Plan Climat Énergie, qui va être l'un des piliers, à côté du PDU, du PLH et du PLUi, et à s'impliquer dans toute cette affaire parce qu'en matière d'urgence climatique, c'est maintenant qu'il faut agir, ce n'est pas demain.

Monsieur le Président

Merci de cautionner sans le dire la prise de position courageuse de la Ville de Montpellier. Il y a d'autres réactions. Madame CASSAR, Maire de Pignan, Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier, Isabelle TOUZARD.

Madame Michelle CASSAR

Merci. Oui, Monsieur le Président. Je voulais dire que bien évidemment, tout le monde ne peut qu'être pour ce vœu, mais même s'il vient un peu tardivement, il n'en demeure pas moins qu'il serait peut-être intéressant, vu le réchauffement climatique – les années à venir vont aller en s'empirant, nous n'allons pas améliorer les choses comme cela – de prendre des mesures préventives, et peut-être en discutant effectivement, mais pas des mesures au jour le jour. Pour faire une comparaison sur un sujet que je connais bien, celui du débroussaillage, nous nous apercevons que quand les travaux de débroussaillage sont faits, s'il y a un feu important le feu passe au-dessus des constructions. Là, nous pourrions mettre en place des mesures en discutant peut-être avec les viticulteurs et les agriculteurs et trouver des solutions, puisque nous savons que le réchauffement climatique est là et que nous avons du mal à lutter contre, nous pourrions prendre des mesures adaptées pour limiter les effets néfastes de ce réchauffement climatique. Voilà. Simplement, cela, des mesures préventives.

Monsieur le Président

Déjà, Madame le Maire, il faudrait pouvoir rassembler dans une forme de grille, de référentiel, l'ensemble des mesures inhérentes à la construction des nouveaux quartiers pour qu'ils puissent rassembler dans le concept même de la construction les directives ou les orientations, les priorités en termes de développement durable susceptible de lutter contre le dérèglement climatique. Ce serait bien. D'ailleurs, je vous invite à la conférence de presse demain matin dans laquelle je présenterai ce référentiel qui s'appelle *le Manifeste de Montpellier*, sur lequel je travaille depuis le jour où j'étais Adjoint à l'urbanisme, et où nous avons anticipé tout cela, avec la grille AURA (*Améliorer l'Urbanisme par un Référentiel d'Aménagement*, ndr), validée par le Ministère de l'Environnement de l'époque et d'aujourd'hui.

Madame Michelle CASSAR

Oui, mais là Monsieur le Président, vous parlez des constructions. Je parle du vœu que vous nous présentez concernant la profession agricole, les viticulteurs.

Monsieur le Président

Je vais vous donner un exemple, Madame le Maire. Dans les constructions, il faut que chaque parcelle soit traitée pour la transparence pluviale. Il faut traiter l'espace comme il se doit. Notre Schéma de Cohérence Territoriale ménage deux tiers de l'espace de l'environnement. Voilà une belle réalisation.

Madame Michelle CASSAR

Je vais prendre la balle au bond. Juste une petite parenthèse, ce n'est pas le sujet de ce vœu, mais vous nous parlez effectivement des constructions, des aménagements, qualité environnementale, ce que nous faisons chacun de nous dans nos communes. Pour cela aussi, il faudrait qu'au niveau des Pôles Territoriaux, le personnel puisse suivre. Je prends l'exemple de Pignan, nous avons transféré 5 personnes pour les espaces verts, propreté, etc. Maintenant, nous avons la ZAC qui se termine (30 hectares), cela veut dire beaucoup de qualité environnementale, des arbres, des entretiens à faire nécessaires, des voiries à entretenir et malheureusement le personnel ne suit pas. Il y a un manque de personnel et un manque de matériel. C'est juste la petite parenthèse pour rebondir par rapport à ce que vous disiez, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Oui. Si la Ville devait grandir autant, peut-être que ce n'était pas 5 qu'il fallait transférer, parce que 30 hectares, Madame le Maire, c'est un quartier de 6 000 âmes. 6 000 âmes, c'est Saint Georges d'Orques. Vous vous rendez compte ?

Madame Michelle CASSAR

Le transfert a été fait à l'instant T. Nous avons joué le jeu et nous avons transféré le personnel et le matériel qui étaient affectés au service traitement voirie et entretien espaces verts. C'est vrai que Pignan a joué le jeu. Nous n'avons pas trafiqué, triché, nous avons transféré le personnel qui correspondait exactement.

Monsieur le Président

Je sais que vous n'avez pas triché, loin de moi l'idée de dire cela. Je dis simplement que quand les communes ont un développement exponentiel, comme vous l'avez dit vous-même, le transfert se fait à un instant T et si à l'instant T + 1, vous avez un nouveau quartier de 30 hectares qui se développe, vous admettez que les personnels et la logistique qui ont été transférés à la Métropole n'étaient pas à la mesure du développement.

Madame Michelle CASSAR

Dans ce cas-là, il ne fallait pas que nous passions en Métropole et que nous gardions nous-mêmes nos compétences. C'est un choix que nous avons fait, nous les communes, les Maires, mais c'est un choix que vous aussi vous avez fait, Président.

Monsieur le Président

Si vous n'étiez passée pas en Métropole, Madame le Maire, vous seriez aujourd'hui en 8^{ème} division, parce que nous aurions perdu notre statut de capitale régionale. Si je regardais la carte d'Occitanie aujourd'hui, avec le raisonnement que vous faites, il n'y aurait qu'une seule Métropole capitale régionale : Toulouse. Nous serions déclassés. Nous n'aurions pas eu la French Tech, parce que les 9 premières institutions qui ont bénéficié de la French Tech, ce sont 9 Métropoles. Vous vous rendez compte des conséquences ? Vous n'auriez pas 25 000 emplois créés dans le privé.

Madame Michelle CASSAR

J'entends bien. Si je reviens à ce vœu, Monsieur le Président, nous sommes en plein été et en pleine période de sécheresse. Le personnel, comme tout personnel, prend ses congés. Imaginez le territoire de Pignan où vous avez la moitié des personnes qui sont en congés. Deux personnes pour gérer tout l'ensemble du territoire, c'est trop peu. Il faudrait peut-être prendre des saisonniers au moins l'été pour venir aider et agir.

Monsieur le Président

J'ai entendu.

Madame Michelle CASSAR

Merci.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention. Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier et puis Monsieur le Maire de Jacou.

Madame Isabelle TOUZARD

Merci. Je voudrais prendre deux minutes pour vous lire un texte d'une vigneronne Catherine BERNARD. Certains l'ont peut-être déjà sur les réseaux sociaux.

« Le coup de chalumeau dans les vignes du Midi n'est pas une calamité agricole. Ce que les vignes disent, c'est que notre civilisation elle-même est menacée. Je suis vigneronne. Je n'écris pas en qualité de vigneronne. Je n'écris pas non plus en qualité de vigneronne victime d'une calamité agricole, d'une catastrophe naturelle ou d'un accident climatique. Ce qui s'est produit dans les vignes du Gard et de l'Hérault vendredi 28 juin, est d'une tout autre nature, d'un tout ordre, ou plus exactement d'un tout autre désordre. Je vous écris en qualité de témoin du changement climatique à l'œuvre, qui est en fait un bouleversement, qui ne concerne pas ici des vignerons, là des arboriculteurs, hier des pêcheurs, demain des Parisiens asphyxiés, mais bien tous, citadins ou ruraux, habitants du Sud comme du Nord, de l'Ouest, ou de l'Est. Je vous

écrit en qualité d'hôte de la terre. Nous sommes chacun, individuellement, interdépendants les uns des autres. »

Je passe. Je vais à la fin de son témoignage.

« Nous, vignerons, devons en tout premier lieu renouer avec la dimension de notre lien à la terre et alors, nous pourrions changer radicalement nos pratiques, mais il faudra autant de temps pour retricoter ce que nous avons détricoté. L'œuvre elle-même est vaine si par ailleurs, nous, vous, moi continuons à prendre l'avion comme nous allons promener le chien, goûtons aux fruits exotiques comme si on les cueillait sur l'arbre, mettons la capsule dans la machine à café comme un timbre sur une lettre, ainsi de suite. Ce que les vignes nous disent, c'est que notre civilisation elle-même est menacée. Les abeilles aussi nous l'ont dit, avant la vigne. Mais nous ne les avons pas entendues. »

Monsieur le Président

Je partage.

Monsieur Renaud CALVAT

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais revenir quelques secondes sur l'échange que vous venez d'avoir avec Madame la Maire de Pignan sur finalement ce que vous, vous avez dit m'interpelle. Aujourd'hui, la Métropole assume la compétence Voirie sur l'ensemble du territoire des 31 communes. Pour cela, elle bénéficie de deux ressources : la ressource que lui donnent les communes et la ressource que lui a conférée la Constitution, le droit de prélever l'impôt, y compris le droit de prélever un impôt qui auparavant était partagé avec les communes et qui, depuis la création de l'Agglomération et de la Métropole, ne l'est pas, qui est l'impôt sur les entreprises. Aujourd'hui, nous vous avons transféré effectivement un certain nombre de sommes d'argent que la CLECT a validé, il y a quelques années. Mais pour assumer les compétences de la Métropole, vous bénéficiez de recettes fiscales, dont les communes ne bénéficient plus, qui étaient la TP, la CFE aujourd'hui. Effectivement, si vous dites que chaque fois qu'une de nos communes s'agrandit, que nous créons de nouveaux quartiers, de nouveaux espaces naturels le long des routes, il faut que les communes remettent au pot commun de la Métropole, je vous demanderai dans ce cas-là d'appliquer la même démarche pour les espaces d'activités économiques ou commerciaux, chaque fois qu'une entreprise s'installe sur une commune, partageant les recettes fiscales : une partie pour la commune et une partie pour la Métropole. Comme cela n'est pas le cas, aujourd'hui et pour les prochaines années encore, c'est la Métropole qui touche 100 % des recettes fiscales.

Dans ma commune, Jacou, lorsque nous nous sommes transformés en Agglomération, nous avions très peu d'entreprises. Aujourd'hui, nous en avons beaucoup. La totalité de cette recette va à la Métropole et cette recette est dynamique. Vous avez en plus le pouvoir de jouer sur le levier fiscal et sur le taux. Je pense qu'il serait intéressant que nous ayons un échange un jour en Conférence des Maires, à la rentrée de septembre, parce que ce que vit Madame la Maire de Pignan, nous allons le vivre dans l'ensemble des communes de la Métropole, y compris Montpellier. C'est le moment où les grandes ZAC vont être transférées en gestion métropolitaine. Cela arrive à Pignan. Cela arrivera à Jacou à la fin de l'année. Cela va avoir aussi, Monsieur le Président, un coût important sur les finances de la Métropole. Je pense qu'il serait intéressant que nous ayons un débat sur cette question-là à la rentrée. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur Cyril MEUNIER

Excusez-moi, je suis arrivé un peu en retard. Je prends un débat en cours. Juste pour apporter ma pierre à l'édifice, puisqu'il s'agit d'un vote hors commission pour le soutien aux producteurs, et rappeler tout de même que, notamment dans la viticulture pour la partie que je connais un peu mieux, il existe quand même des cépages endémiques. Toutes les personnes qui ont conservé les cépages dits « *endémiques* », c'est-à-dire les cépages propres à la région Syrah, Mourvèdre, Carignan, Cinsault, et j'en passe, ont eu beaucoup moins de problèmes. Forcément,

quand on fait venir et quand on plante des cépages de zones septentrionales : chardonnay, pinot... On a plus de problèmes. Premier point.

Deuxième chose, je connais pas mal de viticulteurs qui sont en zone sur des terroirs plutôt arides, et qui ont tendance à souffrir toute l'année, sur ces terroirs-là, il n'y a pas eu énormément d'événements. Alors, effectivement, il y a eu une journée très chaude le vendredi 28 juin, qui était assez exceptionnelle, mais pour le reste, ce que j'ai pu voir avec les viticulteurs, les vigneron de mon secteur, c'était à peu près normal. D'autant plus que les réserves de la nappe phréatique se comportent plutôt bien, et nous avons toujours été habitués à des coups de chaud.

Je voulais juste apporter ma petite pierre à l'édifice en disant que quand on fait de l'agriculture avec bon sens, en général on s'en tire. Après, bien entendu, quand il y a de gros coups de chaleur, j'ai toujours entendu dire les anciens : « *On évite de souffrir* » puisque le soufre a la particularité d'être à la fois solide, liquide, et peut passer à l'état gazeux également. Vous imaginez bien ce qui peut se passer quand il y a de très fortes chaleurs. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Pour répondre à Monsieur le Maire de Jacou, je note que vous êtes favorable à une forme d'augmentation d'impôt. Ce n'est pas parce que vous l'avez fait au Département que nous, nous devons le faire à la Métropole, d'autant que nous, nous avons signé un contrat financier avec l'État. Ce qui n'est pas le cas du Département, à ma connaissance. Ce sont deux philosophies qui s'affrontent. Ce sont deux façons de voir les choses.

Lorsque j'ai fait la remarque à Madame CASSAR, c'était parce qu'elle m'a parlé d'une dimension d'un nouveau quartier de 30 hectares. C'est beaucoup 30 hectares, pour un quartier. 30 hectares, c'est le quartier de Malbosc. Cela fait exactement 30 hectares et à l'intérieur il y a entre 5 000 et 6 000 personnes qui y habitent. Vous, en faisant cela, par rapport à Pignan, c'est une augmentation d'un quart du village. D'accord, cela vous a permis de sortir de la carence sur les logements sociaux. OK. Mais c'est une très forte augmentation en construction.

Monsieur MEUNIER et puis je répondrai à Monsieur le Maire de Montaud après.

Monsieur Cyril MEUNIER

Oui, Monsieur le Président, je complète ce qu'a dit Renaud CALVAT. Il y a un transfert de compétences, comme nous avons pu en voir sur d'autres sujets. Si les dépenses augmentent liées à ce transfert de compétences, c'est la collectivité qui a pris le transfert de compétences qui doit les assumer. C'est le système habituel. En dehors des recettes dont a parlé Renaud et dont a parlé tout à l'heure Michelle, il y a également la part à l'intercommunalité qui revient sur la taxe foncière et la taxe d'habitation.

Monsieur le Président

Vous n'avez toujours pas compris ce qu'était le contrat financier. C'est normal parce que vous aussi, vous ne l'avez pas signé au Conseil Général.

Monsieur Cyril MEUNIER

Non. Attendez. Je termine. J'ai tout à fait compris. Les nouveaux habitants qui viennent sur Pignan grâce aux constructions faites sur Pignan, sur Montpellier, sur Lattes ou n'importe où apportent via la taxe foncière et taxe d'habitation des nouvelles recettes à la Métropole. L'adaptation des services techniques dans l'ensemble des 31 communes relative à l'évolution de chacune des communes est normale.

Monsieur le Président

Vous avez pris la parole pour dire que c'était normal.

Pour répondre à Monsieur le Maire de Montaud, je voulais vous dire Monsieur le Maire que moi aussi j'ai été très heureux de voir que le Ministre de l'Agriculture, mon ami Didier GUILLAUME – je dis mon ami parce que nous nous connaissons depuis très longtemps, puisque nous étions ensemble membres des instances nationales du Parti Socialiste – soit venu

voir l'état des vignes dans l'Hérault et dans le Gard, et vraiment, je le remercie pour l'accueil qu'il a réservé à Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe et élue de notre Métropole, parce qu'elle a été vraiment bien reçue par le Ministre. Je sais que les mots qu'il lui a distillés à notre endroit étaient très positifs et extrêmement amicaux. Merci d'avoir rappelé cet événement. Vous voyez, je n'y avais pas pensé.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Le vœu est adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N°2 : HORS COMMISSION – CONTRAT TERRITORIAL 2019-2021 ENTRE LA RÉGION OCCITANIE ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme P. DANAN entre en séance (le pouvoir donné à M. J-L COUSQUER est annulé).

Monsieur le Président

En premier lieu, je voudrais remercier Carole DELGA, Présidente de la Région Occitanie avec laquelle nous avons bien travaillé, remercier Monsieur FINA, Directeur Général des Services de la Métropole, Monsieur Simon MUNSCH, Directeur des Services de la Région, puisque là nous avons ensemble, et nous allons le voter si vous êtes d'accord ce soir, un contrat qui va nous permettre d'engager beaucoup de travaux et beaucoup de projets. Vous m'aviez fait part, et je parle aux Maires, en Conférence des Maires, de la difficulté à ne pas voir inscrit dans la liste des propositions tout ce qui concernait les centres des villages. Nous en avons fait part à la Région. La Région nous a répondu que pour ce qui concernait les centres des villages, il s'agirait là d'un contrat à part entre la Région et le Maire de la commune. Ce qui est tout à fait plausible. Qui demande la parole sur ce contrat ? Nous y sommes déjà venus trois fois. Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier

Madame Isabelle TOUZARD

En effet, nous en avons discuté deux fois en Conférence des Maires. Simplement pour dire que je n'ai toujours pas compris comment a été établie la liste finale des projets. Quelle avait été la méthode ? À aucun moment, on ne nous a dit : faites remonter tous vos projets et puis nous établirons une liste. Bien entendu, il faut voter ce contrat puisque c'est le contrat qui nous lie à la Région, mais juste pour rappeler que je n'ai toujours pas compris la méthode.

Monsieur le Président

Vous dites néanmoins, et vous reconnaissez, qu'il a été présenté à deux reprises en Conférence des Maires.

Madame Isabelle TOUZARD

Mais comment faut-il faire pour faire remonter les projets ? C'est vrai que cela a été présenté en juin 2018 par la Présidente de la Région, lors d'une réunion au Parc Expo. Depuis cette date-là, rien à la Métropole de Montpellier. Nous avons eu deux Conférences des Maires assez récemment, il y a deux mois. Une liste sort du chapeau. Dont acte.

Monsieur le Président

C'est une liste qui fait état...

Madame Isabelle TOUZARD

Sauf à une Conférence des Maires à laquelle j'aurais été absente, cette liste n'a jamais été présentée en Conférence des Maires.

Monsieur le Président

Si. Les Maires sont au courant des projets.

Madame Isabelle TOUZARD

Je vous parle de la liste dont nous allons délibérer ce soir.

Monsieur le Président

La liste des projets qui sont mentionnés intéresse à 75 % les communes de la Métropole. Il s'agit de projets communaux à 75 % issus des communes et pas de la Ville de Montpellier.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Juste pour dire qu'il serait souhaitable que cette liste soit publique, et cela nous permettrait aussi d'avoir une explication qui manque, c'est qu'il est dit que tout cela va coûter de l'ordre de 1,3 milliard d'euros. La Métropole va en payer 450 millions d'euros. J'arrondis les chiffres. La Région 100 millions d'euros. Évidemment, cela ne fait pas le total. Mais le total doit être, j'imagine, avec l'État, avec l'Europe, avec le Département. Il serait bien que cette liste soit publiée, soit publique, avec les différents financeurs.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? C'est adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N°3 : FINANCES – VOTES EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDIT DE PAIEMENT – CRÉATIONS – RÉVISIONS – ADOPTION

Monsieur Max LÉVITA

Monsieur le Président, premier point, je vous propose des créations de nouvelles Autorisations de Programme dont je vous parlerai ultérieurement, dans la présentation du Budget Supplémentaire. Donc 4 créations :

- Préservation du littoral : 1 million d'euros ;
- Travaux sur la RD 5 Cournonsec : 3,9 millions d'euros ;
- Franchissement de l'A709 : 11,7 millions d'euros ;
- Modes actifs *Vélorution* : 15 millions d'euros.

Je vous propose en seconde partie des révisions d'Autorisations de Programme. Il y a des plus et des moins suivant l'aménagement des dossiers. Sur le Budget principal, il s'agit de modifications dans le domaine de la voirie avec une mise à niveau du parc véhicules DAT, qui n'est pas financé par les Attributions de Compensation des communes, mais sur le Budget de la Métropole. Le Budget transport, je vous propose de diminuer de 5,02 millions d'euros l'extension de la ligne 1 tramway et de la ramener de 41,9 millions d'euros à 36,9 millions d'euros.

Vous avez ensuite la liste des Autorisations de Programme qui sont inchangées et qui représentent un total de 584,4 millions d'euros. Le Budget d'assainissement, nous enregistrons 163 millions d'euros. Le Budget transport 442,3 millions d'euros. Au total, le montant des Autorisations de Programme s'élèvera en conséquence à 682,4 millions d'euros sur le Budget principal, 479,2 millions d'euros sur le Budget annexe transport, 163 millions d'euros sur le Budget annexe assainissement.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur MEUNIER, vous faites ça maintenant avec la main.

Monsieur Cyril MEUNIER

Oui. C'est pour que vous me voyiez.

Monsieur le Président

Vous avez pris l'habitude de Monsieur GRAND.

Monsieur Cyril MEUNIER

Il y a des fois où vous ne me voyez pas. Alors, j'ai pris l'habitude de bouger la main pour attirer votre attention.

Monsieur le Président

Quelquefois, Monsieur GRAND fait ça comme ça.

Monsieur le Président claque des doigts.

Monsieur Cyril MEUNIER

Je ne vous l'ai jamais fait et je ne le ferai jamais. C'était juste pour attirer votre attention. Merci, Monsieur le Président de m'avoir donné la parole. Autorisations de Programme, délibération toujours très intéressante, surtout que nous ne voyons toujours pas apparaître le stade.

Monsieur Max LÉVITA

Je vous en parlerai dans un tout petit moment.

Monsieur Cyril MEUNIER

Oui. Mais enfin dans les Autorisations de Programme, il n'y a toujours pas le stade. Nous sommes bien d'accord. Merci.

Monsieur le Président

Vous êtes bien pressé avec ce stade. Vous n'avez pas remarqué que dans votre commune le PEB (*Plan d'Exposition au Bruit, ndr*) vous interdisait de faire plein de choses, comme dans celle de Pérols ou de Montpellier. Voilà. Nous sommes tenus par ce programme proposé par l'aviation civile. N'essayez pas de contrevenir au périmètre délimité par l'État.

Monsieur Cyril MEUNIER

Je ne parle pas de durée, Monsieur le Président, je parle de technique budgétaire et de gestion de Collectivités Locales. C'est ce que je vous ai expliqué lorsque nous avons voté le Budget 2019. Vous nous aviez mis 10 millions d'euros ici et 10 millions d'euros à la Ville de Montpellier, sur un grand programme qui n'était pas en Autorisations de Programme et qui n'était pas voté à aucun endroit. Je me rends compte que l'on fait une modification des Autorisations de Programme, le stade n'y est pas. Cela n'a rien à voir avec sa position géographique ou les données de son montage.

Monsieur le Président

J'avais mal compris alors.

Monsieur Cyril MEUNIER

Merci de le reconnaître. Excusez-moi, j'avais sûrement été trop rapide dans mon intervention.

Monsieur le Président

J'avais mal compris. Quand vous parlez de stade, c'est souvent pour critiquer. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 1 abstention de Madame BRISSAUD. Adopté à l'unanimité des exprimés.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Anne BRISSAUD.

AFFAIRE N°4 : FINANCES – RÉPARTITION 2019 DU FONDS NATIONAL DE PÉRÉQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPRIC) – APPROBATION

Monsieur Max LÉVITA

Je vous rappelle mes chers collègues, c'est un fonds qui était doté de 150 millions d'euros au niveau national, il a été porté à 360 millions d'euros en 2013, 570 millions d'euros en 2014, 780 millions d'euros en 2015, 1 milliard d'euros en 2016 et 2017. La Loi de Finances 2018 a entériné ce niveau qui va rester à 1 milliard d'euros. Nous n'atteindrons pas les 2 % des recettes fiscales qui étaient initialement prévues. Sur ce Fonds des Ressources Intercommunales et Communales, les ressources sont prélevées sur les Collectivités et les Groupements dont le potentiel financier agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont ensuite redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse, le potentiel financier agrégé et le revenu moyen par habitant et ainsi que par le critère sur l'effort fiscal.

En ce qui nous concerne, c'est-à-dire l'ensemble intercommunal avec les communes membres, ce qui nous est alloué, ce sont 12 502 210 euros en augmentation de 2,3 % par rapport à 2018. La répartition a été effectuée par les services de la Préfecture entre l'EPCI et les communes membres en fonction du coefficient d'intégration fiscale, d'une part, et d'autre part, les communes membres en fonction de l'insuffisance de potentiel financier. Tout ceci pour vous dire que l'Attribution de Compensation des communes, d'une manière générale, est plutôt en diminution pour la plupart d'entre elles. J'ai fait faire des études parce que c'est une répartition de droit commun. Nous pouvons y échapper à cette répartition.

Toutes les simulations que nous avons faites se terminaient par un avantage considérable à la Ville de Montpellier. En accord avec le Président, nous avons préféré nous en tenir à la répartition de droit commun telle qu'elle vous est présentée ce soir.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LÉVITA. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix.

AFFAIRE N°5 : FINANCES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2018 – BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur Max LÉVITA

Merci, Monsieur le Président. C'est la constatation du vote que vous avez émis pour le Compte Administratif. Je vous rappelle que dans le Compte Administratif nous clôturons en résultat de fonctionnement à 91 937 505 euros, un résultat d'investissement en report à -20,5 millions d'euros, le solde des reports d'investissement s'établissait à 49 637 740 euros et donc le besoin de financement de la section de financement s'élève à 70,1 millions d'euros. Par ailleurs, le SIEL (Syndicat Mixte des Étangs Littoraux) dont la commune était membre a fait l'objet d'une dissolution et dans ce cadre, la Métropole reprend 47,12 % des résultats de fonctionnement et d'investissement du SIEL. Avec tout ceci, je vous propose donc d'affecter le solde d'exécution de la section d'investissement reporté à 20,5 millions d'euros, l'excédent de fonctionnement capitalisé à 70,1 millions d'euros, le résultat du fonctionnement reporté à 21,7 millions d'euros, le solde d'investissement à la section d'investissement reporté à 8 746 d'euros et enfin le résultat de fonctionnement reporté à 28 millions d'euros. C'est de la comptabilité.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Monsieur Cyril MEUNIER

Oui. C'est de la comptabilité, mais comme nous nous sommes abstenus au Budget 2018, nous nous abstiendrons.

Monsieur le Président

Alors, qui est contre ? Madame BRISSAUD est contre. Qui s'abstient ? Ceux qui ont deux voix lèvent les deux mains. 26 abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Anne BRISSAUD.

Abstentions : 26 voix.

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°6 : FINANCES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2018 – BUDGET ANNEXE TRANSPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur Max LÉVITA

Je ne vais pas commenter les résultats, mais c'est un résultat comptable. Vous mettez en cause la comptable.

Le résultat de fonctionnement est de 29 535 885 euros. Nous avons un résultat d'investissement hors report de près de 6 millions d'euros. Le solde des reports d'investissement s'élève à 940 045 euros. Donc, un besoin de financement de 6,9 millions d'euros. Je vous propose d'affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 6 915 299 euros et à la section de fonctionnement pour un montant de 22,6 millions d'euros et de procéder aux opérations budgétaires, solde d'exécution de la section d'investissement 5,9 millions d'euros, excédents de fonctionnement capitalisés 6 915 299 euros, résultat de fonctionnement reporté 22 620 585 euros.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LÉVITA. Qui demande la parole ? Qui est contre ? Madame BRISSAUD vote contre. Qui s'abstient ? 26. Pareil. Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Anne BRISSAUD.

Abstentions : 26 voix.

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric

PASTOR, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°7 : FINANCES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2018 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Mme A. DESTAILLATS entre en séance.

Monsieur Max LÉVITA

Un résultat de fonctionnement à affecter de 26 896 258 euros. Un résultat d'investissement hors reports de 9 751 732 euros. Le solde des reports d'investissement est de 8 666 059 euros. Il faut additionner les deux. Besoin de financement de la section d'investissement : 18 411 792 euros. Je vous propose d'affecter le solde d'exécution de la section d'investissement reporté à 9 751 732 euros, les excédents de fonctionnement capitalisés 18 411 792 euros, le résultat de fonctionnement reporté 8 484 466 euros.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? 27.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix.

Abstentions : 27 voix

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°8 : FINANCES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2018 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur Max LÉVITA

Résultat de fonctionnement, nous avons 90 243 euros à affecter. Résultat d'investissement, 7 748 euros. Le solde des reports d'investissement, il n'y en a pas. Je vous propose d'affecter le solde d'exécution de la section d'investissement reporté à 7 748 euros. Le résultat de fonctionnement reporté 90 243 euros.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? 27. Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix.

Abstentions : 27 voix.

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, vous avez dit un gros mensonge tout à l'heure. Vous avez dit que vous vous étiez abstenus sur le Budget. Vous avez voté contre sur le Budget.

Monsieur Cyril MEUNIER

Définitivement, vous ne m'écoutez pas. Nous nous sommes abstenus en 2018. Nous avons voté contre en 2019. Là, nous sommes sur le Compte 2018.

Monsieur le Président

Ah d'accord.

Monsieur Cyril MEUNIER

Vous pourriez vous excuser une deuxième fois, ce serait sympa. Merci.

Monsieur le Président

Je ne me suis pas excusé la première fois.

Monsieur Cyril MEUNIER

Si. Tout à l'heure, vous vous êtes excusé.

Monsieur le Président

Je vous ai dit simplement que vous pouviez avoir eu une clarté brutale.

AFFAIRE N°9 : FINANCES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2018 – BUDGET ANNEXE PARKING DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

M. J-P. RICO et M. N. SEGURA (avec le pouvoir de Mme C. CLARAC) sortent de séance.

Monsieur Max LÉVITA

C'est un peu compliqué à suivre, mais bon, vous n'êtes pas obligés de tout comprendre.

Résultat de fonctionnement affecté 1 832 186 euros. Il n'y a pas de résultat d'investissement reporté. Les soldes des reports d'investissement sont de 46 000 euros. Le besoin de financement est de 46 000 euros et le résultat de fonctionnement reporté est de 1 785 784 euros.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Madame BRISSAUD, vous avez demandé la parole.

Madame Anne BRISSAUD

Je vais vous dire pourquoi je vais voter contre encore une fois. Déjà, je ne suis pas d'accord du tout avec votre politique tarifaire des parkings montpellierains. Ensuite, je ne suis pas non plus d'accord, et je ne vous suis pas, sur le prix qui est pratiqué sur Montpellier, l'extension des stationnements payants, etc. Je voterai contre cette affaire.

Monsieur Max LÉVITA

Ce n'est pas dans cette délibération.

Madame Anne BRISSAUD

Ce n'est pas grave, cela permet au moins de faire passer des messages.

Monsieur le Président

Bon, vous votez contre, quoi. Qui est contre ? Madame BRISSAUD. Qui s'abstient ? 26 abstentions. Adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Anne BRISSAUD.

Abstentions : 26 voix

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°10 : FINANCES – REPRISE ET AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2018 – BUDGET ANNEXE EAU POTABLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – ADOPTION

Monsieur Max LÉVITA

C'est un budget appelé à disparaître, mais pour le moment, il y est. Résultat de fonctionnement 3 038 799 euros. Résultat d'investissement hors reports 605 473 euros. Nous avons un solde des reports d'investissement de 149 250 euros, un excédent de financement de la section d'investissement de 456 222 euros. Je vous demande donc de procéder au solde d'exécution de la section investissement reporté 605 473 euros, le résultat de fonctionnement reporté 3 038 799 euros.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix.

Abstentions : 27 voix.

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°11 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET PRINCIPAL – ADOPTION

Mme V. DEMON, M. J-P. RICO, M. N. SEGURA (avec le pouvoir de Mme C. CLARAC) entrent en séance (le pouvoir donné par Mme V. DEMON à Mme V. PEREZ est annulé).

J-L. COUSQUER et MM. J-L. SAVY sortent de séance.

Monsieur Max LÉVITA

Je vous présente le rapport de présentation du Budget Supplémentaire 2019. Dans le Budget Supplémentaire, il y a effectivement des décisions contre lesquelles on peut être – mais contre la comptabilité, je n'arrive pas à comprendre, mais ce n'est pas grave. Allons-y. Le Budget Supplémentaire s'inscrit dans la démarche qui nous a conduits là où nous sommes.

Démarche de gestion rigoureuse de nos finances dans un contexte de stabilité des taux d'imposition conformément à notre engagement et à nos accords avec l'État. Ce Budget s'établit à 260 millions d'euros en consolidé, l'ensemble du Budget principal et des Budgets annexes. Dans ce Budget Supplémentaire, nous allons prendre en compte les reports de crédits de l'exercice 2018 que vous venez de voter, intégrer les résultats de clôture de l'exercice précédent tel qu'ils ont été adoptés au Compte Administratif 2018, ajuster les prévisions du Budget Primitif en fonction de l'avancement des projets et des informations qui sont intervenues, ouvrir, conformément au règlement budgétaire et financier que nous avons adopté en juin 2018, certaines autorisations de programme.

La préservation du littoral, les travaux de la RD5 Cournonsec, les modes actifs *Vélorution*, baisser le montant de l'emprunt provisionnel consolidé de 32,6 millions d'euros, et enfin dernier point nous prenons en compte les choix des communes membres pour la comptabilisation des charges d'investissement voirie transférées en 2015 en attribution de compensation d'investissement. Nous n'avons pas pu les prendre en compte lorsque nous avons voté le Budget Primitif parce que cela n'avait pas été voté par toutes les communes. Notre ambition pour le territoire métropolitain, dans le respect des équilibres financiers entre la Métropole et ses communes, et notre action sont confortées par ces choix budgétaires.

Nous passons le plus rapidement possible les équilibres du Budget Supplémentaire. Vous les avez sous les yeux. Les nouvelles propositions consolidées en dépenses de fonctionnement 11 990 000 euros, en recettes 2 910 000 euros. Pour l'investissement, l'évolution des crédits consolidés 50,81 millions d'euros en dépenses et 39 920 000 euros en recettes. Pour le Budget consolidé, le résultat net 2018 s'élève donc à 58 300 000 euros. La baisse du recours à l'emprunt au BS s'élève à 32,6 millions sur le Budget consolidé inscrit au BP. L'emprunt qui est dorénavant inscrit s'élève à 93 400 000 euros. Le slide suivant vous montre l'évolution. Nous sommes partis d'un Budget Primitif 2019 consolidé de 1,042 milliard d'euros. Nous ajoutons 260 millions d'euros. Notre Budget 2019 consolidé se présente donc sous la forme de 1,302 milliard d'euros pour autant que les opérations d'investissement prévues soient réalisées. Dans le slide suivant, nous vous présentons l'équilibre du Budget principal. Vous l'avez sous les yeux. Les opérations nouvelles que je vais vous présenter : en dépenses 9 966 265 euros, en recettes 3 019 080 euros. Pour l'investissement 34 145 955 euros en dépenses, en recettes 32 256 929 euros.

L'emprunt prévu pour équilibrer peut diminuer de 11 930 283 euros. Dorénavant, l'emprunt provisionnel du Budget principal 2019 s'élève à 77,1 millions d'euros.

Sur la chaîne de l'épargne que je vous présente sur ce tableau, mes chers collègues, ce qui modifie notre épargne, c'est effectivement le transfert des recettes réelles dans le Budget de fonctionnement des attributions de compensation. Elles étaient toutes en fonctionnement. Aujourd'hui, nous distinguons le fonctionnement de l'investissement. La Métropole y perd sur la chaîne de l'épargne. L'épargne nette diminue de 16,4 %. Si nous n'avions pas fait ce transfert et cette distinction d'investissement fonctionnement, l'épargne nette aurait augmenté de 1,1 %. C'est dire que cette modification s'est faite en faveur des 31 communes et en défaveur par conséquent de la Métropole. Vous l'avez votée, mes chers collègues. Nous l'avons votée en plus dans des conditions d'un libéralisme échevelé puisque chaque commune a le choix entre trois solutions et elle peut changer d'année en année. Vous avez intérêt, Monsieur le Président, à avoir une Direction des Finances solide pour suivre tout cela. La section de fonctionnement, les nouvelles dépenses, vous les avez sous les yeux : le nouveau marché de traitement des encombrants, les contrats de nettoyage Montpellier, la convention de gestion du tunnel. Il y en a pour 9 966 265 euros.

Vous parlez des nouvelles recettes. Sur les nouvelles recettes, nous avons en fiscalité et dotation une augmentation de 6,420 millions d'euros. Les attributions de compensation communes Métropole/Département ont diminué en fonctionnement. Elles sont passées en investissement et les autres recettes supplémentaires 4,8 millions d'euros. Je ne rentre pas dans le détail, vous l'avez dans le dossier. Vous avez sur le tableau suivant l'évolution, la Cotisation Foncière des Entreprises. Nous avons près de 2 millions de moins que prévu. La taxe d'habitation près d'1 million de plus, le foncier bâti, etc. Au total de la fiscalité, nous avons 262 046 707 euros

contre 261,4 millions prévus, donc une erreur de 582 707 euros. Vous me permettez, Monsieur le Président de rendre hommage à la Direction des Finances qui obtient un écart aussi faible. Vous avez le total des compensations, ensuite le total de la dotation globale de fonctionnement et les autres recettes, en particulier le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales que vous venez de voter. Les nouvelles recettes d'attribution et dotation de compensation, nous perdons 8,5 millions d'euros, j'en ai déjà parlé. Nous avons gagné 300 000 euros d'augmentation d'ajustement de la dotation de compensation du Département. Vous savez qu'il y a une actualisation pour tenir compte de la baisse de l'emprunt au fur et à mesure du temps.

Les autres nouvelles recettes de fonctionnement : 1 200 000 euros remboursement de frais du personnel mis à disposition du MoCo, 500 000 euros de refacturation de frais à l'ESBAMA, 300 000 euros sur les ateliers relais de Prades-le-Lez et 200 000 euros de refacturation de taxe foncière pour Indigo et TaM.

L'investissement du Budget principal, les dépenses réelles au Budget Primitif s'élevaient à 256 millions d'euros. Je vous propose d'augmenter de 34,1 millions. Pour l'augmentation, c'est hors solde d'exécution reporté, ce qui représente 13,3 % des dépenses réelles d'investissement. Les crédits réels nouveaux s'élèvent donc à 57,7 millions d'euros. Les crédits réels rendus s'élèvent à 23 600 000 euros, dont 10 millions de décalages de crédits, ce qui était prévu pour le nouveau stade Louis Nicollin, mais cela ne figurait pas dans les AP. Nous ne l'avions pas inscrit, c'était comme une subvention. Le solde des nouvelles dépenses réelles d'investissement s'élève à 34,1 millions d'euros. Vous avez le détail qui est projeté.

À noter qu'il est proposé un nouvel effort sur les fonds propres de la Métropole de 2,1 millions d'euros pour la mise à niveau du parc des véhicules de la compétence voirie, pour les travaux de remise à niveau de l'éclairage public dans les pôles territoriaux métropolitains, et pour la préservation du littoral.

Ce Budget Supplémentaire permet d'ouvrir de nouvelles Autorisations de Programme. Vous l'avez voté, en particulier d'ouvrir 15 millions d'euros pour les opérations d'aménagement de pistes cyclables, de l'Autorisation de Programme mode actif *Vélorution*, ainsi que le franchissement du tramway sur l'A709, 11 millions d'euros et 1 million d'euros pour l'AP de préservation du littoral. Au total, pour les dépenses d'équipement, le Budget Primitif s'élevait à 198 millions d'euros. Nous ajoutons 31,3 millions d'euros au Budget Supplémentaire + les reports 2018 de 56 millions d'euros. Nous inscrivons 285,1 millions d'euros d'investissement.

Deux mots sur les recettes d'investissement. Des recettes nouvelles 32,3 millions d'euros dont les principales sont l'attribution de compensation investissement. Je l'ai perdu en fonctionnement. Nous la récupérons en investissement. Il y a les PUP qui participent à hauteur de 3,1 millions d'euros, la subvention du projet franchissement tramway 2 400 000 euros. Elle est transférée du Budget annexe transport sur le Budget principal. Remboursement de l'avance de trésorerie 1 500 000 euros. Un excédent de fonctionnement capitalisé de 70,1 millions d'euros. La section de fonctionnement a dégagé un excédent sur 2018, une partie est affectée en section d'investissement. Ce qui nous permet pour équilibrer une baisse du recours à l'emprunt de 11 900 000 euros. Notre recours prévisionnel s'élève dorénavant à 77,9 millions d'euros au lieu de 89 millions d'euros. 12 700 000 euros sont prévus pour augmenter le virement de la section de fonctionnement.

Les reports de crédit du Budget principal : en fonctionnement 1,05 million d'euros, en investissement 59,2 millions d'euros en dépenses et 9,6 millions d'euros en recettes. Dans le slide suivant, vous avez les reports d'investissement les plus significatifs. Vous les avez dans le dossier depuis les équipements de voirie 10,6 millions jusqu'aux travaux de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

Résultat 2018, en fonctionnement un excédent de 91,9 millions d'euros. En investissement, nous avons un besoin de financement de 20,5 millions d'euros. Total, il y a 71 400 000 euros que nous avons affectés en 2018. Nous les affectons de la façon suivante : le besoin d'investissement 20,5 millions, il faut les donner automatiquement et les couvrir. Du côté des recettes, il y a ces 20,5 millions d'euros à couvrir + 49,6 millions d'euros qui viennent du solde

des reports d'investissement, qui sont 59,2 millions d'euros de dépenses d'investissement reporté – 9 600 000 euros de recettes d'investissement reporté, donc 49 600 000 euros. Il y a donc à financer 70,1 millions d'euros au total pour équilibrer. Nous avons donc en fonctionnement 21 800 000 euros de recettes. Voilà pour le Budget principal.

Nous allons passer rapidement sur les autres. Budget annexe transport, propositions nouvelles en dépenses de fonctionnement 96 245 euros. En propositions nouvelles d'investissement 8 millions d'euros, dont 4 300 000 euros pour la ligne 5 de tramway et 3 200 000 euros pour le parking relais Prado-Concorde. Équilibré, nous pouvons diminuer l'emprunt de 16 251 994 euros. Pour le Budget transport, l'emprunt prévisionnel 2019 s'élève à 13 millions d'euros.

Sur le budget assainissement, propositions nouvelles BS de fonctionnement 29 800 euros. Propositions nouvelles d'investissement 5 875 000 euros. Il y a en fait 5 700 000 euros d'ajustement des travaux d'extension et de réhabilitation des réseaux. Ce qui nous permet de diminuer l'emprunt de près de 4 millions d'euros, l'emprunt prévisionnel s'élevant à 3 300 000 euros.

Budget annexe de l'assainissement non collectif, en BS fonctionnement, il n'y en a presque pas. En propositions nouvelles d'investissement, 67 492 euros. Pas de modification sur l'emprunt.

Budget annexe parking, je vous épargne.

Budget annexe de l'eau potable, je vous épargne.

Cela nous permet de conclure. Ce Budget Supplémentaire s'inscrit dans une démarche volontaire et dans un cercle de gestion vertueux de la section de fonctionnement qui nous permet de dégager des marges de manœuvre sans actionner le levier fiscal. Avec ce Budget Supplémentaire, notre action est confortée. Les grands équilibres sont maintenus. Ce qui nous permet d'investir 31 millions d'euros de dépenses d'équipements supplémentaires tout en maintenant notre autofinancement et en limitant notre recours à l'emprunt. Le pacte de confiance des Maires a été le socle sur lequel se sont bâtis les Budgets consécutifs de la Métropole et ce Budget Supplémentaire en est une illustration. Vous attendez ma citation, la voici, c'est une citation d'Alfred de Musset : *« Tout ce qui était n'est plus. Tout ce qui sera n'est pas encore. Ne cherchez pas ailleurs le secret de nos maux »*. C'est dans *La confession d'un enfant du siècle*. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LÉVITA. Qui demande la parole ?

Monsieur Cyril MEUNIER

C'est difficile d'intervenir après les citations de Max, mais est-ce que de façon un peu moins poétique, tu peux me réexpliquer où sont passés les 10 millions du stade ? C'est important. Qu'est-ce que nous en avons fait ? Est-ce que nous les avons totalement retirés du Budget d'investissement ou est-ce qu'ils sont toujours là ? Est-ce que nous avons réorienté vers quelque chose ?

Monsieur Max LÉVITA

C'était une subvention qui était prévue. Cette subvention est annulée. Je vous l'ai proposée. Les 10 millions, nous les affectons à une Autorisation de Programme sur le projet *Vélorution*. C'était une subvention. Cela ne faisait pas partie des Autorisations de Programme puisqu'il n'y avait pas derrière un programme.

Monsieur Cyril MEUNIER

D'accord. Ces subventions, nous les affectons du poste subventions comme tu le dis. Nous les affectons sur un programme que nous maîtrisons, c'est l'Autorisation de Programme. Ceci étant, il ne faut pas se mentir, nous n'allons pas investir, après 64 mois où nous n'avons pas fait

grand-chose, en 5 mois, 10 millions d'euros sur le vélo. Il ne faut pas faire prendre des vessies pour des lanternes aux gens.

Monsieur Max LÉVITA

C'est une Autorisation de Programme.

Monsieur Cyril MEUNIER

D'accord. Tu les mets en Autorisations de Programme simples. Nous allons continuer à voter contre le Budget parce que nous avons voté contre le Budget principal. Premièrement, pour cette histoire de 10 millions d'euros qui a été un petit peu flottante dans notre Budget et qui maintenant passe à la trappe.

Monsieur Max LÉVITA

Cela a disparu, vous devriez nous dire merci.

Monsieur Cyril MEUNIER

Je n'avais pas que cela. J'ai deux sujets. Nous allons voter pour Lattes. Pour Lattes, nous voterons aussi sur le Budget transport parce que nous ne voyons toujours pas la station tram de Boirargues, qui aurait dû être budgétisée au moins depuis 2016, d'après les accords que nous avons, station qui nous manque, avec l'ensemble des entreprises que nous avons mises à cet endroit-là et les enjeux pour Ode. C'est quand même un peu dommage que cette station définitivement soit enterrée. Puisqu'une partie du contournement nord a été faite, nous verrons après dans un autre dossier dans quelles conditions le barreau sud de la gare a été fait, je ne vois toujours pas non plus intégrée au moins la jonction entre le chemin du Mas Rouge et l'avenue Georges Frêche.

Comme je l'ai décrit à plusieurs personnes ici, en particulier au Président, je pense qu'il serait bon d'investir parce qu'à terme cela nous réglerait beaucoup de problèmes sur le sud de Montpellier et sur l'ensemble du bassin littoral Pérols et Lattes. Cela nous réglerait pas mal de problèmes pour cette jonction de plus en plus importante. Des gens qui arrivent de la Communauté de l'Étang de l'Or le matin, et qui repartent le soir, et qui viennent traverser le sud de notre Métropole. Le tracé n'est pas compliqué à faire. Il est simple. Le coût n'en est pas très élevé. Sur décision purement présidentielle, il a été fait un petit barreau de 800 mètres entre la gare et le chemin du Mas Rouge qui n'arrive sur rien et qui n'aboutit à rien, qui d'ailleurs n'est pratiquement pas usité. Nous devons avoir une voiture toutes les deux heures qui l'utilise parce qu'il ne sert à rien malgré son coût. Ce serait bien que nous l'ayons inscrit. Pour ces deux raisons, la Commune de Lattes, et je ne vais pas être le seul, va voter contre le Budget principal et contre le Budget transport. Sur le reste, nous nous abstiendrons.

Monsieur le Président

Je mets aux voix le Budget principal. Madame TOUZARD, ensuite nous allons faire voter les autres.

Madame Isabelle TOUZARD

Juste une explication de vote. J'ai voté contre le Budget Primitif, je vais voter aussi contre ce Budget Supplémentaire, mais je suis encore confortée dans l'analyse que j'en fais, même s'il y a eu ce rectificatif suite à la question du stade de foot, qu'il n'est pas à la hauteur des enjeux que nous avons devant nous. Vous avez adopté l'état d'urgence climatique sur la Ville de Montpellier. En effet, nous sommes en état d'urgence. Pour moi, un état d'urgence signifie de mettre tout ce qui n'est pas urgent entre parenthèses et de s'atteler à l'urgent. L'urgent est climatique et social. Le Budget ne traduit pas la prise en compte de cette urgence.

Monsieur le Président

Merci pour votre intervention. Je note que dans le Budget de la Métropole, vous aviez voté contre parce que vous disiez : le stade, ce n'est pas clair. L'affaire du stade n'existe plus dans ce Budget Supplémentaire puisque la subvention a été restituée, notamment sur le plan vélo. Si vous votez contre, ce n'est pas pour le stade. Je le dis à tous les habitants des communes, parce

que vous m'avez fait un procès pour la lettre que j'ai écrite. D'ailleurs, je souhaiterais que le Parquet instruisse le plus vite possible.

Monsieur Cyril MEUNIER

Nous aussi. Nous n'avons qu'à écrire un courrier commun. Nous allons demander à ce que le Parquet instruisse au plus vite, vous et nous. Nous sommes tout à fait d'accord. Nous n'avons pas voté que pour le stade, Monsieur SAUREL, c'est facile de résumer. Revenez à l'historique et aux débats qui nous ont animés lors du vote du BP et vous verrez qu'il n'y avait pas que le stade.

Monsieur le Président

Beaucoup d'entre vous avaient motivé leur vote par le stade.

Monsieur Cyril MEUNIER

Oui. Bien sûr. Et si nous en croyons les critiques que vous avez envoyé, qui étaient d'une bêtise consommée, nous étions contre tout le monde. Nous étions contre les handicapés. Nous étions contre tout.

Monsieur le Président

Soyez poli ! Dites-moi Monsieur MEUNIER, c'est vrai qu'il n'y a que vous qui êtes intelligent.

Monsieur Cyril MEUNIER

Non. Nous pouvons être plusieurs. Parfois, nous pouvons avoir des égarements.

Monsieur le Président

Quand nous vous entendons parler, nous le comprenons tout de suite. C'est clair. Il n'y a que vous qui êtes très intelligent. C'est très net.

Monsieur Cyril MEUNIER

Vous êtes sujet à l'égarement. Vous êtes intelligent, voire peut-être plus intelligent que moi, mais vous êtes plus sujet à l'égarement que moi. C'est clair. Nous avons une nette différence entre nous deux.

Monsieur le Président

C'est très clair. Quand nous vous entendons, c'est très clair. Nous nous en rendons compte de suite. Le mec est à un autre niveau. Il vole plus haut.

Alors, qui est contre ? N'oubliez pas de voter contre s'il vous plaît. Je vais donner les noms parce que je souhaite que la presse s'en empare. Alors, Madame BRISSAUD, Monsieur PETIT, Monsieur DEWINTRE, Madame DARDE qui vote pour mon Sénateur Jean-Pierre GRAND, Monsieur RAYMOND, Monsieur PASTOR qui vote pour Madame DONADA, Monsieur MEUNIER qui vote pour Monsieur DUDIEUZERE, Madame TOUZARD. C'est tout ? Qu'est-ce qui se passe ? Monsieur LÉVITA, vous avez été décisif.

Je vais refaire voter pour le plaisir quand même. Il nous en manque un. Madame BRISSAUD, Monsieur DEWINTRE, Monsieur PETIT, Monsieur RAYMONDE, Madame DONADA, Monsieur PASTOR, Monsieur MEUNIER, Monsieur DUDIEUZERE, Madame TOUZARD, Madame DARDE et Monsieur GRAND. Eh bien, mon vieux ! Les mouches changent d'ânes. Monsieur MEUNIER, c'est du langage populaire.

Qui s'abstient ? Le Crès : 2, Madame PANOS et Monsieur BONNAL. Monsieur CAIZERGUES, Monsieur VERA, Monsieur ROUILLEAULT, Madame CASSAR, Madame ROUSSEL, Monsieur QUILLES, Madame JABADO, Monsieur REVOL, Monsieur LARUE, Monsieur COUR, Madame HART, Madame FRÊCHE, Monsieur MOURE, Monsieur MARTIN, Monsieur CALVAT et Monsieur PENSO, dont il a la procuration.

Écoutez, cela me va parfaitement. C'est extrêmement clair : 11 votes contre. Il y en avait un paquet les autres fois de votes contre. Comme quoi la vertu paye.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 11 voix

Ont voté contre : Mme Anne BRISSAUD, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Pierre GRAND, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT, M. Joël RAYMOND, Mme Isabelle TOUZARD.

Abstentions : 19 voix

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, M. René REVOL, M. Henri ROUILLEAULT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°12 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE TRANSPORT – ADOPTION

Mme V. BARTHAS-ORSAL sort de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Là, il y en a moins. Monsieur PETIT, Madame BRISSAUD, Monsieur PASTOR, Madame DONADA, Monsieur MEUNIER. Ça me fait 5 contre. Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 5 voix

Ont voté contre : Mme Anne BRISSAUD, Mme Carole DONADA, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PASTOR, M. Eric PETIT.

Abstentions : 22 voix

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PENSO, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°13 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – ADOPTION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix.

Abstentions : 27 voix.

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-

Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°14 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – ADOPTION

Monsieur le Président

Contre ? Pas de contre. Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix.

Abstentions : 29 voix.

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°15 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE PARKING – ADOPTION

Mme L. ACQUIER entre en séance (le pouvoir donné à M. A. EL KANDOUSSI est annulé).

Monsieur le Président

Contre ? 1 Madame BRISSAUD. Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : Mme Anne BRISSAUD.

Abstentions : 28 voix.

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°16 : FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019 DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – BUDGET ANNEXE EAU POTABLE – ADOPTION

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix.

Abstentions : 29 voix.

Se sont abstenus : M. Jean-François AUDRIN, M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Eric PASTOR, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Thierry QUILLES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

AFFAIRE N°17 : FINANCES – ADMISSIONS EN NON-VALEUR – EXERCICE 2019

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du rapporteur ? Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86

AFFAIRE N°18 : FINANCES – APUREMENT ANNUEL DES RÉGIES – EXERCICE 2018

Mme T. DASYLVA entre en séance (le pouvoir donné à Mme C. LEVY-RAMEAU est annulé).

Monsieur le Président

Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86

AFFAIRE N°19 : FINANCES – M57 – M43 – M49 – AMORTISSEMENT – SEUIL ET DURÉE – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des précisions à Max LÉVITA ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86

AFFAIRE N°20 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY LIGNE 5 – ENQUÊTE PUBLIQUE PARCELLAIRE – SECTEUR NORD – COMPLÉMENT À LA DÉLIBÉRATION N°MD2019-82 DU 21 FÉVRIER 2019

Mmes I. GIANIEL et C. NAVARRE, MM. R. CAIZERGUES, G. LANNELONGUE, T. DEWINTRE, R. YOUSSEUS et C. MEUNIER (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE) sortent de séance.

Monsieur le Président

Dans l'affaire 20, Monsieur RICO vous propose d'attaquer l'enquête parcellaire pour la ligne 5 sur le Secteur Nord. Il s'agit là d'un complément à la délibération du 21 février 2019. Qui demande la parole ?

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Je suis très content de voter cette délibération qui est d'urgence pour la partie nord de la ligne 5. Tout simplement, nous aurions pu le faire il y a trois ans. Comme je suis positif, je préfère dire mieux vaut tard que jamais.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT, vous devriez déclarer l'état d'urgence climatique à Castelnau. Vous feriez un énorme coup. Pourquoi vous ne le faites pas ?

Monsieur Henri ROUILLEAULT

J'y songe.

Monsieur le Président

Faites-le ! Je vous donne une clé de la victoire.

Madame Anne BRISSAUD

C'est bien, parce que cette affaire aura le mérite de vous avoir fait avouer qu'il s'agissait d'un « coup » pour l'état d'urgence climatique à Montpellier.

Monsieur le Président

Ne parlez pas des coups, Madame BRISSAUD.

Madame Anne BRISSAUD

C'est ce que vous venez de dire. « Vous feriez un coup à Castelnau ». C'est-à-dire qu'à Montpellier, vous avez fait un coup de com' en plus.

Monsieur le Président

Mais non. Nous, nous le faisons. Nous allons éditer un livre magnifique demain.

Madame Anne BRISSAUD

Mais si c'est cela. Assumez. Assumez. Vous faites de la com'.

Monsieur le Président

Nous prenons des dispositions.

Madame Anne BRISSAUD

Vous parlez d'urgence climatique.

Monsieur le Président

Monsieur ROUILLEAULT pourrait le faire.

Madame Anne BRISSAUD

Il pourrait faire de la com', mais peut-être que certains ont envie de faire de la politique autrement.

Monsieur le Président

Il n'y a que Paris et Montpellier qui l'ont fait.

Madame Anne BRISSAUD

Vous avez avoué qu'il s'agissait de la com'. Là, vous dites aussi qu'il s'agit d'une urgence de voter cette chose-là.

Monsieur le Président

Sur quoi ?

Madame Anne BRISSAUD

Sur cette affaire, le dernier point, c'est : nous vous donnons l'autorisation de blablabla parce que c'est de l'urgence. Nous allons encore voter quelque chose. Je vais m'abstenir sur ce sujet parce que vous avez réussi à convaincre les communes qu'il n'y avait pas d'autre solution et qu'il fallait absolument que nous ayons un tram. Rien d'autre n'a été mis en place effectivement pour les rapprocher les unes des autres et pour un autre mode de mobilité. Je ne vais pas voter contre, mais en revanche je maintiens qu'il y a d'autres solutions qui sont toutes aussi écologiques, moins coûteuses et qui peuvent nous permettre de voir dans l'avenir.

Monsieur le Président

D'accord. Nous avons compris. Qui est contre ? Qui s'abstient. Deux abstentions : Madame BRISSAUD et Monsieur PETIT. C'est vrai que vous étiez sur la photo ensemble quand vous avez présenté votre candidature à la Ville de Montpellier, Madame BRISSAUD. C'est vrai. J'avais oublié.

Madame Anne BRISSAUD

Nous ne sommes pas dans la com', nous.

Monsieur le Président

Il y en a tous les jours des candidats à la Ville de Montpellier. Aujourd'hui, il y a un avocat. Même à la République en Marche, ils ne le connaissent pas, parce qu'il y en a qui m'ont téléphoné pour savoir qui il était. Il a l'air sympathique. Franchement, il a l'air sympa. C'est open-bar. Allez-y, c'est bon tout cela, très très bon. Alors, qui est contre ? Qui s'abstient ? Madame BRISSAUD.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

Abstentions : 2 voix.

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Eric PETIT.

AFFAIRE N°21 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ 20 MINUTES ET LA SOCIÉTÉ DU JOURNAL MIDI LIBRE – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-L. COUSQUER entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications au rapporteur ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N°22 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – INSTALLATION DE BORNES AUTOMATIQUES AUTOUR DU PARC GRAMMONT À MONTPELLIER – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN sort de séance.

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès du rapporteur ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78.

Monsieur le Président

Monsieur RICO, tout à l'heure vous vouliez donner une précision. Dites-là maintenant tant qu'il y a les affaires transport, et ensuite je donnerai la parole à Monsieur EL KANDOUSSI, qui fera un exposé précis des projets en matière de transport de la Ville de Toulouse, parce que le Sénateur GRAND nous a expliqué que nous étions nuls et que nous n'étions pas arrivés à faire le tram. Par contre, à Toulouse, ils sont arrivés à faire le métro. Vous vous souvenez de ce magnifique article énorme dans *Midi Libre*. Monsieur EL KANDOUSSI s'est renseigné. Il va vous faire partager le fruit de ses recherches.

Monsieur Jean-Pierre RICO

Peut-être une précision par rapport à l'intervention de tout à l'heure, à savoir qu'effectivement le rabattement de la ligne qui vient de Montaud va se faire dorénavant sur Pompidou et non plus sur Charles de Gaulle.

Nous avons fait toute une série d'études qui démontrent qu'en heure pleine, c'est-à-dire là où le trafic est le plus important, la différence de temps est de 5 minutes sur la durée du trajet. Il n'y a pas de perte de temps significative en la matière. Par ailleurs, dans le nouveau réseau de transport, il est à signaler qu'il y a certes le rabattement sur Pompidou, mais il y a également une deuxième ligne qui est créée avec un rabattement sur le PEM de Baillargues. C'est une offre complémentaire qui est apportée avec un service complémentaire apporté à l'ensemble des résidents de ce territoire. D'une manière plus générale, je dirais que le nouveau réseau transport bus qui est mis en place à compter de septembre va réaliser 1 200 000 kilomètres de plus. Aujourd'hui, nous sommes à 6 millions de kilomètres. Il passe à 7 200 000 kilomètres. Des services en plus à l'ensemble des métropolitains avec des départs le matin plus tôt, des arrivées le soir à 22 heures ou plus tard, et des cadencements qui sont augmentés. Ce nouveau réseau de transport bus est une amélioration de la qualité de service de déplacement offerte à l'ensemble des métropolitains, et sur cette partie de territoire, en l'occurrence de Montaud, vous avez deux lignes aujourd'hui qui desserviront les populations.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur RICO.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Effectivement, j'ai souhaité intervenir aujourd'hui en Conseil de Métropole parce que j'ai été un petit peu vexé, il y a une dizaine de jours, lorsque j'ai lu dans un article dans *Midi Libre* (c'était le 14 juillet) des propos de notre Sénateur Jean-Pierre GRAND, ex-Maire de Castelnau-le-Lez, qui au lieu de défendre notre territoire passe son temps à cracher dessus. Je vais donc revenir sur ce passage qui m'a gêné, mais qui apparemment lui ne le gêne pas. Je ne sais pas s'il intervenait en tant que Sénateur ou en tant que directeur de campagne d'un potentiel candidat à la Ville de Montpellier. Mais ce n'est pas grave, j'ai fait mes recherches et je tiens à votre disposition de nombreux articles de *La Dépêche* et également d'*Actu.fr* où vous avez l'ensemble des éléments qui concernent ce très grand projet de la Ville de Toulouse. Je vais citer les propos de Jean-Pierre GRAND qui nous dit : « *On a perdu trop de temps pour tout ce qui concerne la mobilité. Par exemple, Toulouse a réalisé un métro de 27 kilomètres quand, dans le même temps, nous n'avons pas commencé l'extension de la ligne 1.* ». J'ai été vexé, et puisque j'ai une sœur qui vit à Toulouse, je me suis rendu à Toulouse. J'ai fait ma petite enquête et j'ai demandé après cette ligne 3 de métro. Je l'ai cherchée. J'ai demandé. J'ai fait le touriste et je ne l'ai jamais trouvée. Pour cause, elle n'existe pas. Pas de maître d'œuvre chargé de la construire, pas de démarrage de travaux, rien du tout. Alors, je me suis dit, mais *Midi Libre* a vérifié. Je me suis dit, ce n'est pas possible.

Monsieur le Président

Il faut que tu téléphones à *La Dépêche*.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI

J'ai téléphoné à *La Dépêche*. Puisque c'est le même groupe, je me suis dit, ce n'est pas possible. *La Dépêche-Midi Libre* a des articles qui nous disent que rien n'est fait, que c'est en enquête publique. Il n'y a pas de DUP. À mon avis, si nous voyons quelque chose avant 2025-2026-2027, nous aurons beaucoup de chance. Rien. Déjà, *Midi Libre* n'a rien vérifié lorsqu'il relaye les propos de Jean-Pierre GRAND et sur site, sur place à Toulouse, rien du tout. Monsieur le Sénateur n'est pas là, je parlerai à sa représentante, Madame DARDE. Madame DARDE, transmettez à Jean-Pierre GRAND qu'il s'est trompé.

Rien n'a démarré à Toulouse. Pas de ligne 3 de métro qui, pour information, a un coût de 2,7 milliards d'euros pour 27 kilomètres. C'est plus de 100 millions d'euros le kilomètre. Pour terminer, sachez que cette ligne a été étrillée par la Cour des comptes qui considère qu'elle n'est pas financée. Je n'en dirai pas plus parce que je ne tape pas sur Toulouse. Toulouse est la 4^{ème} Ville de France. Je reste sage. Je défends simplement notre territoire. Nous, la ligne 5 a démarré. Demandez aux riverains de la route de Mende. Les travaux ont commencé et nous verrons bientôt les premiers rails qui seront mis en place dans les mois et les années à venir. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur EL KANDOUSSI. Monsieur RAYMOND, vous voulez prendre la parole ?

Monsieur Joël RAYMOND

Oui, merci, Monsieur le Président. Juste pour dire à Monsieur RICO que ma volonté, c'est d'améliorer le service auprès de l'ensemble des habitants de ce secteur. Je crois fermement que la proposition qui est faite, avec la seule ligne 27, n'améliore pas le service public, loin de là. 5 minutes, je ne sais pas comment elles sont calculées, mais lorsque vous avez 7 arrêts de tram supplémentaires, pour moi c'est plus de 5 minutes. Deuxième élément, quand vous avez 17 arrêts de bus avant d'arriver à la gare multimodale de Baillargues, je pense que ce n'est pas incitatif et les gens ne vont pas s'y retrouver en termes de temps. Vous savez très bien que les transports en commun doivent quand même avoir une certaine durée pour qu'ils soient utilisés par nos populations. Dans ce qui est proposé sur cette ligne, qui est un trajet pendulaire entre Pompidou, Montaud, Saint-Drézéry, et Baillargues, cela ne conviendra pas.

Deuxième point, le rabattement sur Baillargues, personnellement, nous ne l'avons pas demandé. Au contraire ! Je pense que si demain nous faisons une ligne partant de Juvignac pour aller à Montpellier et que nous faisons passer les Juvignacois par Fabrègues, je ne suis pas sûr que les gens prennent cette ligne si vous voulez. Là, nous sommes dans ce cas. Je ne crois pas, je pense que le cheminement doit être plus direct. Par le passé, la ligne 36 amenait les Montaudois et les Saint-Drézériens directement sur l'arrêt Charles de Gaulle. Je souhaite qu'il y ait une amélioration, une révision de la ligne, sachant que tous les autres villages de l'est de Montpellier sont rabattus *a minima* sur Sablassou, c'est-à-dire 4 arrêts de tram en moins, sachant que vous connaissez la fréquence du tram entre Jacou et Sablassou. Elle est diminuée par rapport après à Sablassou vers le centre-ville. Je ne crois pas, Jean-Pierre, que ce soit une amélioration. Je mets aujourd'hui juste en garde que nos populations ne seront pas satisfaites de ce service-là. Je pense que dans un échange constructif, nous devons trouver une solution plutôt que de chicanier sur cela.

Monsieur Jean-Pierre RICO

J'entends bien le questionnement. Il s'avère que nous avons engagé pratiquement un an à un an et demi de concertations diverses et variées avec deux réunions par secteur. À titre personnel, avec les équipes de la Métropole, que je salue parce que c'est un travail considérable pour mettre en œuvre cet acte I de ce nouveau schéma de mobilité, nous avons rencontré 18 Maires carrément individuellement pour essayer de trouver le plus grand consensus. Aujourd'hui, les communications sont en train d'être réalisées de façon à apporter cette information à l'ensemble des voyageurs, des métropolitains. Sur la période d'été, il y a 170 chantiers qui sont engagés pour pouvoir mettre en œuvre cet acte I. Il n'en demeure pas moins qu'en septembre s'il s'avère qu'il y a un certain nombre de difficultés à tel ou tel endroit, je prends l'engagement, Joël, que nous vérifierons ce qu'il en est et que nous apporterons les modifications.

Aujourd'hui, le schéma des mobilités est à échéance 2024. Ce qui se réalise en septembre, c'est l'acte I et petit à petit en fonction des améliorations, de la comptabilité que nous ferons des montées et descentes sur l'ensemble du trajet, des particularités qui nous remonteront de l'ensemble des voyageurs et des élus, nous en prendrons compte de façon à améliorer petit à petit ce réseau de transport. Ce que nous présentons en septembre, ce n'est pas figé. L'objectif, c'est de rechercher sans cesse une amélioration du service public en faveur de nos usagers.

Monsieur le Président

Merci Monsieur RICO.

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais m'adresser à Joël en toute gentillesse. Déjà, l'offre est de 40 trains actuellement, elle sera de 20 trains supplémentaires à la fin de l'année. C'est-à-dire que quand la ligne Manduel – Montpellier sera ouverte, nous aurons un séquençement de 60 trains par jour, donc une offre beaucoup plus attractive et peut-être beaucoup plus incitative pour les gens de Montaud au-delà de ce que nous voyons et que nous pensons. C'est-à-dire que les gens ne vont pas tous à Montpellier. Il y a des gens de Montaud qui ont envie d'aller travailler peut-être à Nîmes ou dans un secteur qui par cette deuxième offre - et surtout par le travail de Jean-Pierre RICO et de tous les services des transports de la Métropole - a une ouverture sur un territoire qui ne se limite pas à un rabattement systématique sur Montpellier. L'offre doit être la plus attractive possible pour les gens qui se déplacent notamment pour aller bosser. Je dirais que toute la partie activité et territoire et notamment développement de tout ce qui est territoire en matière de production de travail, de création d'emplois, etc., ne se limite pas au rabattement sur Montpellier.

J'en parle en connaissance de cause parce que j'ai prôné les TER dès que je suis arrivé en 2001 à la Ville de Baillargues. Il n'y avait que 4 trains et tout le monde se foutait de ma gueule. Quoi qu'il en soit, actuellement, nous voyons la RD 26, notamment, qui est développée avec le Conseil Général, avec le Bassin de l'Or, avec la Métropole et avec tout le monde. Pourquoi ? Parce que les gens de Mauguio et du territoire de l'Étang de l'Or ne vont pas tous travailler à Montpellier. Ils vont travailler aussi sur Nîmes et un peu de partout. Ce système pendulaire est à prendre en compte et je crois que l'offre, même si cela ne concerne qu'une petite minorité d'habitants de Montaud, mais qui vont travailler, ne se limite pas à aller sur Montpellier. Je pense que le rabattement sur les TER sera utilisé de manière beaucoup plus incitative avec cette offre qui va être augmentée dès la fin de l'année. Voilà ce que je voulais dire. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MEISSONNIER. Nous l'avons déjà fait voter. Nous avons fait une explication de vote.

AFFAIRE N°23 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL – BILAN DE LA CONCERTATION – ARRÊT DU PROJET

*Mmes I. GIANIEL, V. BARTHAS-ORSAL et C. NAVARRE, MM. J.-L. SAVY, R. CAIZERGUES, G. LANNELONGUE, T. DEWINTRE, H. MARTIN et C. MEUNIER (avec le pouvoir de M. P. DUDIEUZERE) entrent en séance.
M. B. TRAVIER sort de séance.*

Monsieur Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, chers collègues. Aujourd'hui, nous devons arrêter le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal. Je rappelle que c'est un document de réglementation d'affichage. L'intérêt de ce document local de publicité, qui s'appuie au Code environnement et à la réglementation nationale de publicité, est d'adapter ce règlement aux spécificités locales, de le rendre plus restrictif, plus qualitatif et plus respectueux de l'environnement et du cadre de vie. Ce document a été façonné, coconstruit avec les acteurs principaux, avec les associations notamment Paysages de France, avec les citoyens, registres en mairie, site Internet, débats, formulations et suggestions de remarques. Ensuite, les orientations ont été débattues au sein des

Conseils municipaux des 31 communes et nous avons présenté le RLPi en Conférence des Maires très récemment. Puis nous avons proposé 6 réunions publiques sur le territoire.

Ce que j'ai pu constater, c'est l'adhésion de tous les Maires, première et deuxième couronne, à ce projet. En effet, je crois que nous proposons du sur-mesure à l'échelle du territoire pour bien diversifier. Nous ne pouvons pas comparer la Ville de Montpellier avec celle de Montaud par exemple. Aujourd'hui, nous devons si vous le voulez bien approuver le bilan de la concertation et arrêter le Règlement Local de Publicité intercommunal. Ensuite, il sera soumis à l'enquête publique et approuvé au Conseil métropolitain lors du 1^{er} trimestre 2020. Je voudrais saluer encore une fois l'excellent état d'esprit de tous les Maires de la Métropole qui ont beaucoup travaillé, qui ont contribué à ce que ce document évolue et soit adapté au territoire. Je les remercie pour tout le temps qu'ils ont accordé. Je vous propose donc de voter ce règlement, l'arrêté du projet de ce Règlement Local de Publicité intercommunal.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur BREYSSE. Nous pouvons aussi remercier les services administratifs et aménagements qui ont beaucoup travaillé sur ce sujet. Qui demande la parole ? Monsieur le Maire de Montaud.

Monsieur Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je remercie les services puisque Montaud a accueilli une réunion publique où nous avons participé à la présentation. Je remercie aussi le Secrétaire général de la mairie de Lavérune qui a fortement contribué à la rédaction de ce règlement. Je voulais simplement avoir deux précisions si c'est possible, deux questions un peu directes concernant le règlement. Est-ce que la Métropole sur ses bâtiments sera exemplaire et fera les travaux nécessaires pour les enseignes afin qu'elles soient en concordance avec le règlement ? Ce peut être les équipements, les bâtiments, ou je ne sais trop quoi. C'est ma première question.

La deuxième question, je sais qu'il y a un délai qui est donné aux commerçants pour faire leur devanture puisque nous travaillons sur la façade, la devanture et la publicité que peut avoir un commerçant sur l'ensemble de la Métropole. Est-ce qu'il est prévu une aide pour ces travaux-là parce que refaire la façade d'un bâtiment, cela a un coût pour un commerçant et parfois ceux-ci n'ont pas les moyens pour refaire leur devanture ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur BREYSSE et puis je rajouterai un petit mot.

Monsieur Thierry BREYSSE

A priori, il n'y aura pas d'aide pour la modification des enseignes ou publicités. Ensuite, bien sûr que la Métropole sera exemplaire. Je ne vois pas pourquoi elle ne le serait pas puisqu'en fait ce document, et je le rappelle, est restrictif par rapport au règlement national. Il amène du plus au niveau esthétique de la voirie, etc. Je crois que ce document est exemplaire. D'ailleurs, j'ai été bien reçu à la commune de Montaud. Nous avons travaillé et collaboré avec beaucoup de facilité et de concertation.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur BREYSSE. Qui a demandé la parole ?

Madame Isabelle TOUZARD

Je rejoins et je salue tout le travail qui a été fait. Il y a certainement des avancées importantes. Pour revenir sur le sujet qui nous préoccupe maintenant, je pense que nous aurions vraiment pu aller plus loin et notamment éliminer définitivement tous les panneaux lumineux électroniques qui sont énergivores. Je pense que c'est une avancée, certes, mais je reviens à ce que je disais, nous sommes en état d'urgence climatique. Nous aurions pu aller beaucoup plus loin. Nous n'allons pas reprendre en exemple ce que fait la Ville de Grenoble qui a totalement fait disparaître et là, ce n'est pas une *fake news* – je parle de la Ville de Grenoble et non de la Métropole – tout dispositif publicitaire. Pour cette raison, je m'abstiendrai.

Monsieur le Président

OK. Simplement, les communes peuvent aider pour les commerces. Nous, à Montpellier, nous aidons sur le secteur sauvegardé et sur les AVAP (*Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, ndr*) pour refaire l'ensemble des dispositifs des devantures commerciales pour qu'elles correspondent à une certaine charte. Est-ce qu'à Montaud, par exemple, il y a une protection patrimoniale du centre du village par les Bâtiments de France ? Il n'y a que le périmètre du château. Pourtant, c'est un village médiéval avec une église médiévale. Il faudrait peut-être envisager la protection de votre centre-ville, Monsieur le Maire.

Monsieur Joël RAYMOND

Si vous voulez bien m'accompagner, parce que je n'ai pas beaucoup de moyens et de capacités, avec les services, très volontiers. C'est le genre d'opération que nous pouvons faire. Je vois que Monsieur FINA hoche la tête, cela veut dire qu'il est d'accord. Quand on dit non, c'est cela. Quand on hoche la tête, c'est oui. Je remercie Monsieur FINA d'apporter sa contribution et de venir aider la commune de Montaud. Merci.

Monsieur le Président

La petite église de Montaud a été construite au XII^{ème} siècle. C'est une belle petite église romane. Le centre-ville de Montaud a été construit autour de cette église comme dans les anciennes paroisses médiévales.

Si nous faisons un label d'art et d'histoire pour couvrir l'ensemble de cet art médiéval sur les 31 communes, c'est pour vous permettre de mieux protéger les cœurs de villages. Ainsi, vous aurez davantage de subventions de la Région qui entendra la complainte. Mais il faut protéger le patrimoine bâti. Il y a beaucoup de villages qui l'ont fait. Monsieur le Maire de Lavérune peut en parler parce que tout le périmètre du château des évêques, c'est celui-là.

Monsieur Thierry BREYSSE

Ce que je voudrais ajouter, c'est que les municipalités ont la possibilité de prendre des arrêtés concernant la commune à partir d'un certain nombre de bâtiments qualifiés comme étant patrimoniaux, d'une qualité particulière. Ce n'est pas nécessairement protégé par les Monuments Historiques, absolument pas. Nous pouvons aboutir à ce qu'à partir de ces bâtiments, autour d'un périmètre de 100 mètres soit protégé et que nous n'ayons pas la possibilité d'installer de la publicité. Je suis disponible pour toutes les communes qui seraient intéressées pour parler de cet élément-là. Je rappelle parce que cela fait plaisir que nous ayons été certainement une des premières communes de France à mettre en place ce type d'arrêté municipal.

Monsieur le Président

Nous sommes d'accord, Monsieur le Maire, là-dessus. C'est donc qu'il y a des processus municipaux qui peuvent aider à tout cela. Je reviens quand même sur le centre de Montaud parce que Montaud n'est pas seul là-dessus. Je pense que de temps en temps, il faudrait regarder les périmètres patrimoniaux, que ce soit les secteurs sauvegardés, que ce soit les AVAP, anciennes ZPPAUP (*Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager, ndr*). Il est important de sauvegarder le cœur des villages. Alors, pour Montaud, c'est le château de Montlaur qui est sur la commune de Montaud, mais qui n'est pas carrément à l'intérieur du vieux village. Il est un peu à l'extérieur. Alors, pourquoi le château de Montlaur ? D'ailleurs, cela me fait faire un lien direct avec la protection des églises romanes parce que c'est Pierre de Montlaur, l'évêque de Maguelone, qui au XII^{ème} siècle, a demandé la construction des églises, c'est-à-dire la famille de Montlaur qui est partie à la Croisade en 1096 avec Godefroy de Bouillon, Bernard de Ventadour, Raymond IV de Toulouse.

Monsieur Joël RAYMOND

Cela n'a rien à voir avec nous.

Monsieur le Président

Mais si, cela a à voir avec vous. Cela a doublement rapport avec vous parce que dans votre Conseil municipal, vous avez un héritier de la famille de Montlaur. Deuxièmement, cela a un rapport avec vous parce que quand il est revenu de la Guerre Sainte, vous le savez ce qu'il a ramené, il a ramené un poivrier, un arbre magnifique et il l'a planté sur la terrasse du château. Franchement, c'est une belle histoire Montaud. Il faut la valoriser. Il faut protéger le patrimoine.

Monsieur Jean-Pierre RICO

Bien évidemment, il y a lieu de protéger le patrimoine. Il y a lieu également de protéger les paysages surtout quand les Villes sont entourées de champs ou de vignes. Nous avons également sur notre territoire des Zones d'Activités Économiques avec des acteurs économiques qui participent à la richesse de notre territoire, qui participent également à l'emploi et ces acteurs économiques ont aussi besoin de lisibilité. Dans le cadre de cette lisibilité, je souscris à ce nouveau règlement qui est extrêmement restrictif et qui va permettre de faire du « nettoyage » y compris dans les Zones d'Activités, mais il ne faut pas oublier que ces acteurs économiques sont présents. C'est la richesse de la Métropole.

À titre d'information, en 2014 lorsque j'ai été élu, j'ai procédé, puisque je n'y arrivais pas avec l'État, avec les services techniques à la suppression de pratiquement 50 % des panneaux commerciaux qui étaient sur mon territoire. Aujourd'hui, les panneaux qui sont sur mon territoire sont réglementaires et réglementés. Cela rapporte à la Commune 240 000 euros par an de TLPE (*Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, ndr*). J'ai fait faire un calcul avec les nouveaux dispositifs, je vais perdre 120 000 euros de TLPE. Mais ces 120 000 euros de TLPE sont 120 000 euros payés par les acteurs économiques. C'est un peu d'économie que vont faire les acteurs économiques. Je pense qu'il y a un juste équilibre. Il y a le territoire historique, le territoire des champs et des vignes, mais également le territoire de l'économie, de la richesse économique et de l'emploi.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur RICO. J'ajoute un petit mot sur la famille de Montlaur. C'étaient les Seigneurs de Murles, dont Madame Clothilde OLLIER, Maire actuelle de la commune de Murles en est la descendante par la fonction. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Il est adopté à l'unanimité. Merci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N°24 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ – MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) N°3 – APPROBATION DU PROJET

Mme C. DARDE (avec le pouvoir de M. J-P. GRAND), MM. E. PETIT et J-L. SAVY sortent de séance.

Monsieur le Président

Messieurs KRZYZANSKI, LEVITA et TORTORICI ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Monsieur le Maire.

Monsieur Jean-Marc LUSSERT

Je voudrais, chers collègues, souligner l'immense travail qui a été accompli par le service urbanisme, parce qu'à Prades-le-Lez, vous le savez, lorsqu'il y a discussion politique et d'urbanisme, cela se passe très bien. Quand nous avons mis à disposition de la population cette modification simplifiée, il y a eu 48 interventions. Il a fallu rajouter des cahiers parce que

beaucoup de gens avaient beaucoup de questions à poser. À titre de comparaison, l'affaire qui nous suit pour la commune de Grabels, il y a eu deux contributions qui ont été prises en compte. S'agissant de Prades, deux tiers des contributions n'étaient pas sur le sujet qui était proposé, il y avait deux tiers de hors sujet, mais les services ont tenu répondre à toutes les questions de manière extrêmement précise, à fouiller le fond.

Nous avons même touché le fond pendant un moment, mais tout cela pour dire un grand merci, notamment à Yves NURIT, à Madame FRIOL et Madame SOYRIS qui ont travaillé au sujet de Prades pendant plusieurs semaines. Merci à toutes ces personnes.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, vous venez de décrire là Prades-le-Lez comme le chantre de la démocratie participative. Vous devriez vous réjouir d'avoir eu 48 contributions de citoyens. Grabels aussi, deux contributions, c'est bien. Mais 48, c'est remarquable.

Monsieur Jean-Marc LUSSERT

C'est pour cela que nous avons érigé un peu à l'entrée de notre village un symbole des rapports humains, avec les deux statues que sont « les bisous ». Des fois, nous devrions les retourner parce qu'elles se font la gueule quand même.

Monsieur le Président

Qui est contre l'affaire 24 ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Mustapha MAJDOUL, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix.

AFFAIRE N°25 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE GRABELS – MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – APPROBATION

Monsieur le Président

Pour Grabels, plusieurs élus ont demandé la parole. D'abord, Monsieur le Maire de Grabels.

Monsieur René REVOL

D'abord, ma première remarque pour me féliciter du travail qui a été accompli par les services de la Ville de Grabels et les services de la Métropole, de manière concertée dans ces dernières semaines, pour aboutir au résultat de ce vote ce soir qui nous permet de poursuivre notre aménagement tel que nous l'avons conçu. Je le dis très sincèrement, la qualité du travail des services de l'urbanisme de la Métropole a de quoi nous impressionner et constitue une véritable coopérative de services pour les communes. Deuxièmement, il s'agit d'une modification partielle limitée du PLU puisque nous attendons avec impatience le fait que nous puissions développer une vision beaucoup plus large avec la mise en place du PLUi. Enfin, pour rassurer mon collègue de Prades, qui est d'ailleurs souvent à Grabels pour tenir des réunions auxquelles y participe beaucoup de monde, lorsque nous organisons des aménagements urbains comme cela a été le cas dernièrement pour préparer le quartier Gimel, nous n'avons pas eu moins de 400 participants, ce qui prouve que c'est une participation populaire et la majorité d'entre eux parlait du sujet.

Monsieur le Président

Puisque vous utilisez à mots feutrés des termes guerriers, on m'appelle toute la journée pour savoir quelle est mon opinion sur les candidatures possibles dans les communes. Je ne réponds pas. Je le dis encore une fois aux Maires. Je ne m'occupe pas de ce qui se passe dans leur commune, ils se débrouillent avec leurs candidats, leurs électeurs et leurs projets. Si on vous dit qu'ici ou là, et Grabels est un exemple, j'ai pris parti pour tel ou tel, je le dis devant la presse, je ne m'occupe pas des élections municipales dans les autres communes de la Métropole de Montpellier. J'observe seulement en ce moment telle l'araignée dans sa toile tous ceux qui se présentent au portillon à Montpellier. Dans les communes, je ne regarde pas. Vous vous débrouillez. Ce n'est pas mon problème.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix.

AFFAIRE N°26 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – SECTEUR CAMBACÉRÈS – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA3M – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme. M-H. SANTARELLI sort de séance.

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Qui demande des précisions auprès de la Vice-Présidente Chantal MARION ?

Monsieur Cyril MEUNIER

Juste pour rappeler à l'ensemble de cette assemblée que le PEB va bouleverser considérablement les éléments de la mise en place de cette ZAC et que ce n'est pas anodin, ni pour la Métropole et l'ensemble des deux communes concernées, qui sont Montpellier et Lattes, ni pour les comptes de la SA3M, et les difficultés que nous allons rencontrer au niveau de cette structure pour mettre en œuvre un nouveau plan d'aménagement, puisque nous avons un gros bouleversement sur la moitié du territoire. Merci.

Monsieur le Président

Je vous remercie, Monsieur MEUNIER, d'avoir répété ce que j'ai dit tout à l'heure et de l'avoir approuvé. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, M. Jean-Marc LUSSET, M. Cyril MEUNIER, M. Pierre DUDIEUZERE, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, Mme Chantal CLARAC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N°27 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE MONTPELLIER – ZAC PARC 2000 2EME EXTENSION – GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA3M – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. JABADO sort de séance.

Monsieur le Président

Madame MARION vous propose pour la commune de Montpellier et concernant la ZAC Parc 2000 la 2ème extension, une garantie d’emprunt à la SA3M. Qui demande des précisions auprès de Chantal MARION ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, Mme Chantal CLARAC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N°28 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – COMMUNE DE LATTES ET DE PÉROLS – CONCESSION, D’AMÉNAGEMENT ROUTE DE LA MER – GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA3M – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes C. HART et E. LLORET, M. J-L. MEISSONNIER sortent de séance.

Monsieur Eric PASTOR

Monsieur le Président, je souhaiterais évoquer le petit problème que nous rencontrons actuellement sur la mise en place du groupement de coopération sanitaire et médicosocial, qui est la structure juridique qui va gérer le pôle autonomie santé, qui fait partie de *Montpellier Capital Santé*. Nous avançons à grands pas avec la SA3M sur les locaux et sur les différentes modifications qu’il faudrait intégrer dans ce bâtiment.

Tout cela se passe très bien et le groupement de coopérations fait l’objet d’un contrôle de légalité par l’ARS, et à ce titre-là, ils nous demandent de respecter un certain délai dans la constitution et ces délais sont assez lourds. Nous aurions besoin d’avoir le retour de l’analyse juridique de vos services sur le groupement de coopération et éventuellement les amendements à apporter étant donné que la Région, le Département, la Mairie, au titre des collectivités, ont rendu leurs modifications, leurs réflexions ainsi que les entreprises privées. Nous attendons un retour.

Monsieur le Président

J’ai bien entendu. Je demande aux services de surveiller tout cela. Sachez que nous sommes très favorables au pôle autonomie santé. La preuve en est, c’est que nous l’avons listé dans les opérations à financer du Contrat État-Métropole sur la santé du futur, dans le contrat métropolitain, contrat d’innovation avec l’Etat que nous avons obtenu du Gouvernement précédent et que nous avons signé à Lyon. Pour ceci, nous sommes OK, mais il y a eu des changements. Il faut étudier les tenants et aboutissants juridiques et le montage. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, Mme Chantal CLARAC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix.

AFFAIRE N°29 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMÉNAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX (EPARECA) – AVENANT N°2 – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE CÉVENNES – PETIT BARD – PERGOLA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. LEVY-RAMEAU et M. E. PASTOR (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) sortent de séance.

Mme C. JABADO entre en séance.

Monsieur le Président

Madame MARION vous propose une convention entre la Métropole, la Ville de Montpellier et l'Établissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanais (EPARECA). Il s'agit des projets de rénovation urbaine Cévennes – Petit Bard – Pergola. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Mustapha MAJDOUL, M. Max LEVITA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix.

AFFAIRE N°30 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ADHÉSION AU CLUB DES MAIRES DE LA RÉNOVATION URBAINE ET PRÉSIDENTS D'EPCI (CMRU) – APPROBATION

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Président

1 204 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix. Ne prend pas part au vote : 0 voix.

AFFAIRE N°31 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LES GRIVES – GGL AMÉNAGEMENT – COMMUNE DE SAINT-DRÉZÉRY – CONVENTION DE PUP « LES GRIVES 1 » – CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL sort de séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N°32 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ROUTE IMPÉRIALE – SCCV IMPÉRIALE – COMMUNE DE BAILLARGUES – AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PUP – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. FRÊCHE sort de séance.

M. J-L. MEISSONNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Je remercie Monsieur MEISSONNIER d'avoir offert à la Métropole cette petite cloche surmontée de l'Empereur lui-même qui est un objet précieux. Merci à Jean-Luc MEISSONNIER d'en avoir fait don à l'Assemblée. Monsieur MEISSONNIER, je vous ai remercié pour la cloche. Nous parlions de la voie impériale de Baillargues. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix.

AFFAIRE N°33 : PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) L'OLIVETTE SCCV KALELITHOS AQUIPIERRE – COMMUNE DE SAINT-BRÈS – CONVENTION DE PUP – CONVENTION DE REVERSEMENT À LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Affaire reportée.

AFFAIRE N 34 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) SECTEUR MOULINS DES SEPT CANS – PETIT TRAIN – COMMUNE DE MONTPELLIER – CONVENTION DE PUP AVEC BOUYGUES IMMOBILIERS SAS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes S. JANNIN, M-H. SANTARELLI, C. HART, C. DARDE (avec le pouvoir de M. J-P. GRAND), M. E. PASTOR (avec le pouvoir de Mme C. DONADA) et M. E. PETIT entrent en séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Eric PENSO, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, Mme Chantal CLARAC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix.

AFFAIRE N°35 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – CRÉATION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE SUR LA TOUR D'ASSAS – RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON

– COMMUNE DE MONTPELLIER – DOSSIERS D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP) ET PARCELLAIRE – APPROBATION

Mmes E. LLORET, C. LEVY-RAMEAU entrent en séance.

Monsieur le Président

Dans l'affaire 35, Madame MARION vous propose la création d'une réserve foncière sur la Tour d'Assas – Renouvellement urbain du quartier de la Mosson. Il s'agit du dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique. Madame MARION, donnez-nous l'essentiel de cette affaire. C'est une affaire importante pour le dossier de rénovation urbaine de la Mosson, une opération anticipée de l'ANRU.

Madame Chantal MARION

Oui, Monsieur le Président et chers collègues. Effectivement, c'est une affaire très importante et une délibération importante pour la Ville de Montpellier et pour le quartier de la Mosson. Effectivement, dans le cadre du renouvellement urbain qui avait été essentiellement tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements, la partie sud de ce quartier doit désormais profiter de nouvelles évolutions. Des évolutions positives évidemment.

Afin de poursuivre cette transformation nécessaire, le quartier a été en conséquence inscrit sur la liste des 236 projets d'intérêt national du nouveau Programme National de Renouvellement Urbain. Ceci a fait l'objet d'une signature d'un protocole de préfiguration. Alors, outre les études préalables, ce protocole intègre également des opérations à réaliser avec des autorisations de démarrage anticipé.

Tout d'abord, la démolition de la Tour d'Alembert aujourd'hui terminée, la réhabilitation de la résidence Cap Dou Mail située sur le Grand Mail qui est en cours, et la démolition de la copropriété Tour d'Assas, qui est située au sud justement du Grand Mail, dont le principe opérationnel a été acté dans le protocole. Comme nous avons envisagé la démolition de la Tour d'Assas et sachant qu'il y a 235 logements démolis dans les résidences Mercure et la Tour d'Assas, cela va permettre la création sur ce périmètre reconstitué entre autres des halles coopératives offrant des services et espaces d'activités économiques.

L'urgence à l'heure actuelle, vous avez compris cette délibération, est d'autant plurielle que 87 logements restent occupés à ce jour et qu'il faut reloger évidemment les occupants, cela est une priorité pour la Ville de Montpellier et pour tous les élus ici présents. Dès lors, il est proposé de constituer une réserve foncière après déclaration d'utilité publique en vue de permettre à terme la réalisation d'une ou plusieurs opérations d'aménagement non encore définies précisément, mais cela va nous permettre de reloger évidemment les personnes pour anticiper la démolition de la Tour d'Assas. À ce jour, il est précisé également qu'il y a 18 des commerces impactés par le périmètre proposé par la DUP réserve foncière qui sont occupés et eux-aussi il faudra penser à les repositionner. Voilà l'urgence de cette délibération.

Monsieur le Président

Merci Madame MARION. Qui demande la parole ? J'aurai eu la chance dans ce mandat d'avoir participé activement à la destruction de deux tours et avec deux procédés différents. La première, c'est la tour H au Petit Bard par minage et explosion. On appuie sur le bouton et cela s'effondre. La deuxième, c'est par grignotage par le haut. C'est la Tour d'Alembert à la Paillade. Ce n'est déjà pas mal. Là, nous lançons la démolition. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA, Mme Chantal CLARAC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix.

AFFAIRE N°36 : PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ CANNABE – COMMUNE DE COURNONTERRAL – CRÉATION D'UNE ZONE D'ACTIVITÉS À VOCATION ARTISANALE ET D'UN HAMEAU AGRICOLE – DOSSIERS D'ENQUÊTES CONCOMITANTES PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE (DUP) ET PARCELLAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Mustapha MAJDOUL, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N°37 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – DÉMARCHE COLLABORATIVE ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ, LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE CENTRE D'ÉCOLOGIE FONCTIONNELLE ÉVOLUTIVE – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J-P. RICO sort de séance.

MM. R. REVOL et B. TRAVIER entrent en séance.

Madame Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, si vous en êtes d'accord, je souhaiterais aborder conjointement les affaires 37, 39 et 40. L'affaire 37 concerne une convention de partenariat avec le CEFE (Centre d'Ecologie fonctionnelle Evolutive), l'affaire 39 avec le CEN (Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc – Roussillon), l'affaire 40 avec la LPO (Ligue de Protection des Oiseaux). Je souhaiterais remettre ces conventions en perspective, alors que Montpellier a voté à l'unanimité la semaine dernière, vous le savez, l'état d'urgence climatique. Dès 2014, nous avons entamé un intense travail de coproduction avec les élus de cette Assemblée, vous y avez tous participé, et je le rappelle, plus de 70 ateliers participatifs, réunions de travail ou réunions de concertation en moins de deux ans autour de la question centrale de l'adaptation de notre territoire aux changements climatiques.

Pourquoi avons-nous posé cette question dès 2014, alors que nous aurions pu l'aborder seulement, finalement, en 2019 autour du Plan Climat ? Car nous avons souhaité poser pas à pas, tout au long du mandat, une politique de transition écologique qui soit solide et qui reprenne par la base tous les grands documents de planification, et surtout, car je crois, et je ne suis pas la seule à le croire, que nous n'avons vraiment plus le temps. Le diagnostic du Plan Climat qui a été présenté au mois de mars, lors de la grande journée de concertation *Climact* nous a indiqué par exemple que si nous ne changeons rien, en 2070 notre Métropole connaîtra 90 jours par an de canicule, à l'image de celle que nous avons connue le 28 juin. C'est-à-dire un climat qui correspond à celui de Marrakech, en 2070. C'est intéressant de se le rappeler, le jour où Greta THUNBERG est allée sensibiliser l'Assemblée nationale.

Nous avons inscrit dans le cadre de notre démarche de projet *Montpellier Territoires*, prolongée par les documents d'urbanisme, une priorité autour du thème de la nature en ville et de la nature

dans le grand paysage identifié comme un bien commun, finalement que nous partageons tous, tous les habitants et les habitants de la Métropole.

En 2017-2018 est venu le moment de la traduction de ces intentions dans le SCoT, qui est la feuille de route d'aménagement du territoire, dans lequel est inscrite pour les 20 ans à venir la préservation de deux tiers d'espaces naturels et agricoles, alors même que nous sommes le territoire français qui est le plus soumis à une croissance démographique. Une mesure qui est directement issue de ce que les élus de cette assemblée ont unanimement proposé pendant la démarche *Montpellier Territoires* en 2014-2015.

Pour la première fois dans l'histoire de la Métropole, nous avons diminué la surface urbanisable. C'est la première fois que cela arrive depuis l'histoire du District, de l'Agglo, et aujourd'hui de la Métropole, et nous avons donc réduit d'environ 400 hectares la surface prévue à l'urbanisation de la Métropole dans un travail avec les 31 communes. Monsieur le Président, vous avez alors entamé un long travail avec la Chambre d'Agriculture pour ajuster encore cette proposition, augmenter les terres agricoles pour aboutir au 1^{er} SCoT validé par une Chambre d'Agriculture et c'est une avancée majeure. C'est important de le rappeler. Enfin, le travail sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal traduit dans les documents réglementaires, et donc opposables, la préservation des deux tiers et la désimperméabilisation des sols en ville. Maintenant, nous passons à une nouvelle étape avec ces délibérations.

Ces deux tiers d'espaces naturels et agricoles ne doivent pas être sanctuarisés, nous savons aujourd'hui qu'il faut aller plus loin et être dans des démarches proactives de préservation de la biodiversité pour une réelle efficacité. Ces deux tiers d'espaces naturels et agricoles doivent devenir des espaces de projets, des lieux de véritable stratégie biodiversité, pour remettre en place des continuités écologiques perdues, renaturer certains milieux qui ont été fortement dégradés, conforter ou implanter des activités agricoles raisonnées, ou encore accueillir le public autant que possible dans ces lieux, dans de bonnes conditions, et pour donner à connaître ce bien commun, car le climat façonne la biodiversité, mais à l'inverse la diversité des espèces végétales et la répartition des différents types de paysages influencent directement le climat au niveau local, en termes d'humidité, température, etc., et la régulation du climat au niveau mondial dépend aussi de la biodiversité, qui agit sur les grands cycles de l'eau ou du CO₂ par exemple. Par exemple, les plantes qui absorbent du CO₂ et produisent, maintiennent et stabilisent l'oxygène atmosphérique.

Au travers de ces conventions de partenariat, nous ouvrons la page de ce travail avec chacun de ces organismes, qui deviennent nos partenaires pour la mise en place de la stratégie biodiversité de la Métropole. Le CEN (Conservation des Espaces Naturels) qui a été créé en 1990 et qui contribue à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels en Languedoc-Roussillon, notamment par des actions de maîtrise foncière et de gestion de sites. Nous sommes dans le concret. Le CEFE, établissement qui a largement contribué à la première place du classement de Shanghai en matière d'écologie de l'Université de Montpellier, et qui étudie en particulier l'environnement urbain pour évaluer l'adaptation et l'évolution des espèces, en réponse aux modifications de leur environnement ou des questions en écologie des paysages, écologie des communautés et écologie fonctionnelle. Enfin, la LPO que je ne présente pas ou plus, dans le centre de soins de Villeveyrac, que nous soutenons par ailleurs, représente un observatoire de l'évolution de la faune sauvage sur notre territoire qui nous apporte un éclairage sur les incidences des évolutions climatiques.

Par exemple, je vais me permettre de vous lire un courrier mail que j'ai reçu du Directeur de la LPO de l'Hérault qui me dit : « *Bonjour Madame. Un grand merci pour votre attention. C'est tout simplement du jamais vu. Nous avons battu tous les records. Au prix d'une saturation des accueils, nous ayant contraints à réguler l'accueil de certaines espèces telles que les martinets noirs ou encore à saturer notre service médiation. Pour ordre de grandeur, les records jusqu'à présent avoisinaient les 60 accueils par jour. Or, le lendemain de la canicule du 28, nous avons accueilli 150 animaux* ». Ce courrier nous montre bien qu'il y a quelque chose à regarder précisément et que la non-adaptation, ou au contraire l'adaptation, de certaines espèces aux

épisodes caniculaires nous donnent des éclairages très importants sur nos propres facultés d'adaptation.

Dans les années à venir, de nombreuses opérations stratégiques seront développées de manière à accroître la biodiversité au-delà de sa préservation. Ces continuités doivent assurer la fonction de mobilité des espèces faune et flore dans la mesure où le changement climatique génère des migrations très importantes de ces espèces. C'est un phénomène qu'a pu observer et mesurer le CEFE par exemple. Nous travaillerons avec ces organismes à la détermination et la mise en œuvre d'infrastructures de biodiversité. C'est un terme nouveau dans cette Assemblée. Je suppose que nous l'entendrons beaucoup dans les années à venir, dont nous savons qu'elles assurent aujourd'hui, outre le service climatique, un service alimentaire, de paysage et de santé en ville.

Ces infrastructures de biodiversité sont envisagées à une échelle interterritoriale, avec les EPCI voisins, en traitant trois niveaux : l'approche de la grande échelle, c'est-à-dire les infrastructures primaires. Vous voyez que pour la biodiversité, nous parlons également d'infrastructures. Infrastructures primaires, trames vertes et bleues de nature intercommunale et interterritoriale. Les infrastructures secondaires qui parlent des quartiers intravillages, et jusqu'aux infrastructures tertiaires, qui sont celles des îlots urbains ouverts, des lotissements, des sous-quartiers, etc. Dans tous les cas, il s'agit de lutter contre la fragmentation des espèces et des espaces et leur imperméabilisation en traitant les sols, les sous-sols, la végétation basse et la végétation haute que nous appelons la canopée. Je vous remercie de votre attention et je vous propose donc de voter les conventions de partenariat avec le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive, le Conservatoire des Espaces Naturels et la Ligue de Protection des Oiseaux qui nous permettent de passer en phase opérationnelle la stratégie biodiversité de la Métropole tant sur les aspects faune que flore. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame JANNIN. Je vous propose donc de voter les affaires 37-39-40 à la suite.

Affaire 37. Qui demande la parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N° 39 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – STRATÉGIE BIODIVERSITÉ – CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC LE CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON (CEN LR) – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 39. Qui est contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N°40 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – STRATÉGIE D'ADAPTATION AUX ÉVOLUTIONS CLIMATIQUES – CONVENTION TRIENNALE DE PARTENARIAT ENTRE LA MÉTROPOLE ET LA LIGNE DE PROTECTION DES OISEAUX (LPO) HÉRAULT – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE SOINS DE LA PETITE FAUNE SAUVAGE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 40. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix.

AFFAIRE N°38 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – NATURA 2000 – ZONE DE PROTECTION SPÉCIALE « PLAINE DE FABRÈGUES-POUSSAN » – PROPOSITION D'EXTENSION DE PÉRIMÈTRE – AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

M. J-P. RICO entre en séance.

Madame Stéphanie JANNIN

L'affaire 38, il s'agit d'une zone Natura 2000 qui concerne partiellement la Métropole sur les communes de Cournonsec, Cournonterral, Saussan, Pignan et Fabrègues, mais elle va également au-delà. Nous proposons là, après observation, une extension du périmètre qui avait été initialement convenue. Vous avez les documents ci-joints qui vous montrent l'extension du périmètre précisément.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Monsieur Noël SEGURA

C'est sur les 4 affaires qu'a présenté Stéphanie. Simplement, je voudrais la féliciter et vous féliciter parce qu'à l'heure d'aujourd'hui, où tout le monde s'excite pour le climat, dès 2014 nous y avons travaillé.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur SEGURA. Je mets aux voix l'affaire 38. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N°41 : TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE DÉPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DE L'HÉRAULT DANS LE CADRE DU DISPOSITIF RÉNOV'ÉNERGIE – APPROBATION

M. J-L. SAVY entre en séance.

M. J-L COUSQUER sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme P. DANAN.

Monsieur le Président

Dans l'affaire 41, Madame JANNIN vous propose l'attribution d'une subvention à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de l'Hérault dans le cadre du dispositif Renov'Énergie. Monsieur SEGURA ne prend pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Noël SEGURA, Mme Chantal CLARAC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix.

AFFAIRE N°42 : LOGEMENT – ARRÊT DU PROJET DE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2019-2024 APRÈS AVIS DE L'ÉTAT

Mme J. FRÊCHE entre en séance.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président et Maire de Villeneuve-lès-Maguelone.

Monsieur Noël SEGURA

Monsieur le Président et chers collègues. Le Conseil de Métropole de mai dernier a arrêté le projet de Programme Local de l'Habitat couvrant la période 2019-2024, après avis formel des 31 communes membres de notre EPCI. Monsieur le Préfet de l'Hérault et le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement ont été saisis à leur tour pour émettre un avis sur ce PLH. Avis que je vous ai rapporté et que je rappelle est positif. Le Préfet de l'Hérault a adressé un satisfecit à la Métropole pour son projet de PLH 2019-2024 et a donné un avis favorable, en insistant sur la bonne prise en compte des enjeux du territoire sur l'ensemble des thématiques démographiques, sociales, foncières et l'intégration des objectifs des orientations nationales, Plan Logement d'abord, Plan Initiative Copropriété.

Une approche plus opérationnelle est mieux articulée avec les politiques de l'urbanisme, grâce au travail mené en parallèle sur le Plan Local de l'Urbanisme intercommunal. La cohérence, la vision globale du document proposé, avec la prise en compte des travaux de la Conférence Intercommunale du Logement, l'élaboration du nouveau Projet de Renouvellement Urbain et la poursuite d'une politique ambitieuse de réhabilitation du parc privé avec les outils adéquats ; ont été également soulignés les efforts déployés pour maintenir un rythme de production de logements soutenus, compris entre 5 000 et 5 400 logements par an, dont 36 % de logements locatifs sociaux sur les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature de transport en commun.

Cumulée avec l'objectif de réalisation de 6 % de logements financés en prêt social de location-accession, désormais intégrés dans le décompte SRU sur 5 ans après la levée d'option d'achat, la part de logement social SRU atteint 42 %. Au cœur de cette production sociale, la part des logements à financer en PLUS et en PLAI est portée à 28 % de la production neuve, contre 25 % dans le précédent PLH. Aussi, le projet de PLH 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole apparaît pour le représentant de l'État dans le Département en adéquation globalement avec les exigences de rattrapage de la loi relative à la Solidarité Renouvellement Urbain, dite SRU. Une adaptation des objectifs de production de logements sociaux de la commune de Saint Georges d'Orques est demandée par Monsieur le Préfet, apporter au moins à hauteur de 30 logements locatifs sociaux neufs par an. En conséquence, à l'échelle de la Métropole, l'objectif de production de logements sociaux fixé pour la période 2019-2024 est revu à peine à la hausse dans une fourchette comprise entre 1 790 à 1 960 logements locatifs sociaux par an.

Parallèlement à l'avis de Monsieur le Préfet, le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement a émis également un avis favorable sur le PLH de la Métropole à l'unanimité avec la demande de réaliser un bilan à trois ans, ce qui est de toute façon prévu par la réglementation. Il s'agit donc d'arrêter à nouveau le PLH modifié, avec un objectif de production de logements sociaux revu à la hausse pour Saint Georges d'Orques, en concertation entre la Métropole et son Maire. Le PLH modifié sera transmis aux communes pour avis des Conseils Municipaux qui sera réputé favorable tacite, passé un délai de deux mois faute de réponse. Aussi, l'adoption définitive du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 devrait se tenir à l'occasion du Conseil de Métropole programmé le dernier trimestre 2019.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur SEGURA. Qui demande la parole ?

Monsieur Hervé MARTIN

Je vous remercie. C'est la troisième et dernière fois que ce PLH est soumis au vote de l'Assemblée. Je ne peux que confirmer ma déception que sur ce troisième vote : nous entérinons finalement le choix de diminuer la production de logements sociaux de 6,5 % par rapport aux objectifs du PLH précédent et d'augmenter de 22 % la production immobilière privée, là aussi par rapport aux objectifs du PLH précédent. Je le regrette parce que cela veut dire une chose très simple, c'est que sur la durée du prochain PLH, en moyenne le logement sortira plus cher pour les habitants de la Métropole sur ces nouveaux logements sortis de terre que lors du PLH précédent. Quand on sort d'une bonne dizaine de mois de mouvements sociaux qui ont porté une idée principale qui est le problème du pouvoir d'achat, quand on connaît, et je pense que tout le monde le connaît en plus, le poids du logement dans le budget des ménages, que nous n'ayons pas fait l'effort de poursuivre au-delà la production de logements sociaux, c'est un véritable regret.

J'entends la nuance importante de relever de 25 % à 28 % la production de PLUS/PLAI, c'est-à-dire les logements véritablement sociaux. On va dire pour faire court, en rappelant quand même que c'est un souci qui existe depuis bien longtemps, parce que si je remonte à l'avant-dernier PLH 2007, si je m'en tiens simplement aux logements locatifs sociaux, hors PLH spécifique, c'est-à-dire les résidences dans lesquelles les gens habitent, qui correspondent aux 24 000 dossiers de demandes en attente, c'était 30 % seulement de PLUS/PLAI en 2007. En 2013, au début du PLH précédent, nous avons complètement inversé les choses puisque nous étions montés à 85 % de PLUS/PLAI. C'est un effort qui est produit depuis longtemps, parce que tout le monde a conscience que c'est ce qui correspond aux difficultés sociales des habitants de la Métropole, mais je reconnais ce point-là de poursuivre, d'intensifier cet effort-là.

J'entends aussi le *satisfecit* par rapport à l'avis favorable du Préfet. Vous me permettrez juste de rappeler que le Préfet, en tant que représentant de l'État et d'un Gouvernement qui a quand même diminué de 10 % les aides à la pierre, qui fait porter aux bailleurs sociaux le poids, la charge de la baisse des APL, qui demande aux bailleurs sociaux de vendre une partie de leur parc, etc. La liste des mauvais coups portés aux logements par ce Gouvernement est quand même assez importante. Je veux bien qu'il y ait un *satisfecit* sur cet avis-là, mais c'est un petit

peu comme si on demandait à Monsanto de délivrer des labels d'écologie ou si on demandait à McDo de décerner les étoiles Michelin. Personnellement, mon *satisfecit* est plus que mesuré par rapport à cet avis-là, voilà pourquoi je m'abstiendrai donc une fois de plus sur le vote de ce nouveau PLH. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN.

Monsieur Noël SEGURA

Je ne me présente pas à Montpellier. Je ne répète pas les choses.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, chers collègues. Je suis désolé de voter contre, alors qu'en fait je suis en accord avec le contenu du document, mais je suis en désaccord avec les 4 pages de la fiche Castelnau.

Monsieur le Président

C'est le problème du PS.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Attendez, je m'explique.

Monsieur le Président

C'est symptomatique.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Non. Cela n'a rien à voir avec le Parti Socialiste, ne confondons pas les choses.

Monsieur le Président

C'est la dialectique solférinienne. Je la reconnais, on m'a appris à moi aussi.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

J'avais demandé au précédent débat que la fiche Castelnau soit corrigée. On avait dit d'ailleurs dans le débat qu'elle serait sans doute corrigée. C'est ce que j'avais cru comprendre. Elle n'est pas corrigée, cette fiche Castelnau, et je pense que c'est très dommage. Dans cette fiche, il y a deux choses importantes. Il y en a une que j'approuve et il y en a une que je désapprouve.

Celle que j'approuve, c'est qu'à horizon 2024 nous allons travailler très prudemment sur les secteurs urbanisables au sud de la voie ferrée. Vous savez que c'est un point très sensible à Castelnau, qui a été soulevé l'occasion de l'enquête publique sur le SCoT. Il y a eu plusieurs centaines de pétitionnaires sur cette question de l'urbanisation au sud de la voie ferrée. Il faut y aller compte tenu de toutes les contraintes qu'il y a, notamment de la nappe phréatique qui est toute proche, des nuisances sonores, du passage à niveau à supprimer, du hameau à protéger, etc. Dans la fiche de Castelnau, c'est que dans la période jusqu'à 2024 – je rappelle que le SCoT est à horizon 2040 – ce sera le temps des études et d'acquisitions foncières. Point barre. C'est un point que j'approuve. Il faut aller doucement. Il faut tenir compte et faire les études notamment hydrauliques que le Commissaire Enquêteur et les Commissaires Enquêteurs ont demandé de faire.

Monsieur le Président

Ce n'est pas comme pour le tramway alors. Il faut aller doucement et respecter les propriétaires et la biodiversité. C'est incroyable. Tout et son contraire.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Il y a un autre point. Je vous respecte. Je ne vous pas coupe la parole. Ne me coupez pas la parole. Chacun doit se respecter au sein d'une Assemblée.

Monsieur le Président

Dites-le à Monsieur GRAND, parce que je ne vous entends pas beaucoup parler.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Je dis aussi à Monsieur GRAND qu'il faut respecter les gens. Heureusement, Monsieur GRAND n'est plus au Conseil Municipal de Castelnau et il a même annoncé qu'il ne se représenterait pas au Conseil Municipal de Castelnau.

Monsieur le Président

Au Conseil Municipal de Castelnau, je ne vous entends pas. Ce n'est pas lisible. Il n'y a jamais rien sur le journal. Vous concernant, il n'y a rien sur le journal. Nous le savons déjà, mais je ne vous lis pas le journal de Castelnau, je ne vous lis pas.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

Je ferme la parenthèse GRAND et je reviens au sujet de Castelnau, qui m'intéresse plus dans ce débat. Il y a par contre un point que je désapprouve fortement, c'est qu'il est écrit qu'il y a une opération programmée sur le site du *Netto*, dans le cadre de 700 logements supplémentaires qui devraient être produits sur l'avenue de l'Europe. Il est écrit qu'il y a une opération programmée sur le *Netto*. En Conseil Municipal de Castelnau, Frédéric LAFFORGUE, notre Maire, nous dit : « *Mais non, il n'y a rien du tout de programmé* ». Comme disent certains, quand il y a un loup...

Monsieur le Président

Non. « *Quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup* », Martine AUBRY, Maire de Lille. Vous voyez, j'ai intégré la culture.

Monsieur Henri ROUILLEAULT

« *Quand il y a un flou, c'est qu'il y a un loup* ». Comme je ne veux pas qu'il y ait de loup, et que je ne veux pas qu'à l'occasion de ce loup, nous revenions sur le point qui m'intéresse, qui est le fait que l'on ne se précipite pas au sud de la voie ferrée, et qu'au contraire on prenne le temps des études et d'aller vers une urbanisation modérée et pas vers une urbanisation de densité supérieure. Comme il y a un flou et qu'il y a un risque de loup, je vote contre.

Monsieur le Président

D'accord. Nous vous comprenons. Qui est contre ? 1 contre. Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix.

Contre : 1 voix.

A voté contre : M. Henri ROUILLEAULT.

Abstentions : 2 voix.

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, M. Hervé MARTIN.

**AFFAIRE N°43 : LOGEMENT – CONVENTION INTERCOMMUNALE
D'ATTRIBUTION DES LOGEMENTS SOCIAUX DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE – APPROBATION – AUTORISATION DE
SIGNATURE**

MM. J. MALEK et R. YOUSSEUS entrent en séance (le pouvoir donné par M. J. MALEK à Mme M. DRAY-FITOUSSI est annulé).

Mme C. HART sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme J. FRÊCHE.

M. Y. PELLET sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. A. MOYNIER (le pouvoir donné par M. BALAZUN à M. MOYNIER est annulé).

M. E. PASTOR sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme I. TOUZARD (le pouvoir donné par Mme C. DONADA à M. E. PASTOR est annulé).

Monsieur Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, chers collègues. La Convention Intercommunale d'Attribution a été prévue par la loi ALUR de mars 2014 et précisée par les lois égalité et citoyenneté de janvier 2017 et par la loi ÉLAN de novembre 2018. Elle est obligatoire pour les EPCI qui disposent d'au moins d'un quartier prioritaire de la politique de la Ville. C'est le cas pour nous. Je crois que nous sommes à 12 sur Montpellier. Elle met en œuvre le document cadre qui est prévu par les mêmes lois et qui définit les orientations pour l'attribution de logements sociaux, en fixant les objectifs de mixité, d'équilibre entre les territoires pour l'attribution de logements sociaux, dont les mutations internes au parc social et en tenant compte de la situation des quartiers prioritaires de la Ville.

Ensuite, elle prévoit les modalités de relogement et d'accompagnement social dans le cadre de l'ANRU, ainsi que les modalités de coopération entre les bailleurs et les réservataires. Cette convention donne l'opportunité de travailler en partenariat. Elle formalise une stratégie collective de rééquilibrage du territoire, l'occupation du parc de logement social à l'échelle de la Métropole afin de réduire les écarts entre les communes et les quartiers, ainsi que d'améliorer la réponse aux besoins des ménages. Cette convention est conclue entre le Président de la Métropole, les bailleurs sociaux, les réservataires, dont l'État, dont le Conseil Départemental, dont les communes, et aussi *Action Logement*.

À la suite de l'approbation du document cadre qui a été approuvé en Conférence Intercommunale du Logement le 29 janvier 2019 et en Conseil métropolitain le 22 mars dernier, nous proposons d'approuver ce projet de Convention Intercommunale d'Attribution au sein de la Métropole. Ce projet, je le rappelle, a été conçu avec de nombreux ateliers, avec nos acteurs concernés, c'est une véritable feuille de route partenariale qui permet d'affiner les stratégies de peuplement du parc au fur et à mesure des années. Ce projet a été présenté deux fois en Conférence des Maires – deux fois, je dis bien – et a été débattu longuement.

Monsieur le Président

Le travail est fait avec acharnement à la Conférence des Maires. Il y en a qui disent que nous ne la réunissons jamais. Vous entendez depuis le début ? Il y en a au moins 12 Conférences des Maires qui ont été citées. Vous vous rendez compte ? Cela veut dire que les Maires, des fois, en Conférence des Maires disent quelque chose, et des fois, quand ils sont en assemblée, ils ne disent pas tout à fait la même chose.

Monsieur Thierry BREYSSE

En tout cas, cette convention prévoit, d'une part, des objectifs quantifiés et à l'échelle du territoire pour les bailleurs et les réservataires, avec l'engagement pour chacun des bailleurs sur les trois premières années de la convention de consacrer au moins 25 % des baux hors des quartiers prioritaires de la Ville, hors des QPV, aux ménages du premier quartile, dont au moins 5 % aux personnes relogées dans le cadre de l'ANRU. Ensuite, l'engagement des bailleurs à consacrer au moins 50 % des attributions en QPV afin de bien mixer ces quartiers prioritaires de la Ville sensibles pour les ménages des deuxième, troisième et quatrième quartiles. Les réservataires bien sûr s'engagent aussi à contribuer à cet objectif dans le cadre de la gestion de leur contingent. Ensuite, elle prévoit l'engagement des bailleurs et des réservataires à consacrer au moins 25 % de leur contingent aux publics prioritaires, dont 5 % minimums pour les publics qui relèvent des priorités 1-2-3 du Plan Départemental d'Action pour l'Hébergement et le logement des personnes défavorisées.

D'autre part, il y a aussi des mesures qui vont favoriser l'atteinte de ces objectifs que nous venons de citer, en particulier nous allons labelliser pour les bailleurs les priorités 4 du Plan Départemental. Nous allons intégrer dans ces priorités 4 les personnes âgées précaires qui rencontrent des difficultés de maintien dans leur logement, ainsi que les actifs précaires qui rencontrent des difficultés d'ordre financier pour se loger dans le privé, et aussi les demandes de mutations prioritaires.

Nous voulons comme autre mesure aussi la création d'une instance de coordination sous forme de Commission pour les situations complexes. C'est le cas pour les personnes handicapées, par exemple, ou les personnes qui vont avoir une maladie grave et qui vont rejoindre malheureusement ces personnes handicapées. Cette Commission pourra siéger en fonction des urgences.

Il y aura aussi une Commission Résidence Enjeux pour tout ce qui concerne les nouveaux logements sociaux ou les logements un petit peu vieillissants. Nous mettons en place aussi un développement d'outils de connaissance partagée et d'évaluations que nous allons appeler « *l'Atlas du logement social et de son occupation* ». Ce projet de convention a été approuvé à l'unanimité par les membres de la Conférence Intercommunale du Logement en séance plénière le 4 juillet 2019. Il y avait le Préfet, les réservataires, les bailleurs sociaux et les Maires.

Sa mise en œuvre fera l'objet d'un suivi par la CIL avec des bilans annuels et au bout de trois ans, nous allons évaluer cette convention. Cette convention sera annexée au Contrat de Ville Montpellier Métropole qui porte sur les 12 quartiers prioritaires de la Métropole, tous situés à Montpellier, ainsi qu'à la Convention Pluriannuelle de Rénovation Urbaine, qui devra intervenir d'ici la fin 2019, entre l'ANRU, la Métropole et leurs partenaires et qui portera sur le développement de deux quartiers : les quartiers de la Mosson et des Cévennes à Montpellier. Je vous demande chers collègues d'approuver ce projet de Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux qui est un projet très important.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur BREYSSE. Qui demande la parole ?

Madame Catherine DARDE

Oui, Monsieur le Président, mes chers collègues. Nous ne pouvons que nous féliciter de ce plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur, qui a fait l'objet comme vous l'avez souligné d'une large concertation avec l'ensemble des communes et notamment pour ce qui me concerne avec la Commune de Castelnaud.

Je voudrais quand même appeler l'attention de l'Assemblée sur deux problématiques que pose ce plan et qui ont d'ailleurs été évoquées lors de la CIL ainsi qu'avec les services de la Métropole qui s'occupent du logement social, que je remercie pour leur compétence et leur implication. La première problématique, c'est que dans cette convention nous avons des objectifs de mixité qui ont déjà été définis dans la loi ÉLAN, qui sont repris par la CIL. Je rappelle : 25 % des ménages du 1^{er} quartile logés hors QPV et mutation des ménages relevant des quartiers de renouvellement urbain.

Ces deux objectifs s'ajoutent, ce qui va se traduire par l'arrivée dans certaines communes – notamment dans notre commune parce qu'elle est attractive, proche de Montpellier et desservie par le tram – de populations très fragiles. Nous risquons de déplacer des problématiques qui sont sociales, qui existent déjà dans certains quartiers de la politique de la ville de Montpellier et qui vont se retrouver dans d'autres quartiers. Le problème, ce n'est pas tellement de déplacer les problématiques, c'est de faire en sorte que les moyens d'animation, de prévention et d'accompagnement social, dont bénéficient actuellement ces populations qui sont dans les quartiers prioritaires, puissent être redéployés sur les quartiers dans lesquels ils vont être relogés.

La deuxième problématique, c'est comment allons-nous pouvoir demain loger de façon effective ces ménages les plus démunis, ceux du 1^{er} quartile, dans des logements sociaux, alors que nous savons qu'aujourd'hui un grand nombre de propositions de ces gens en grande difficulté que nous faisons auprès des bailleurs sociaux ne sont pas acceptées, pour des problèmes d'insuffisance de revenu ?

Il y a vraiment une problématique qu'il faut quand même que nous soulignons aujourd'hui, le coût global des logements (loyers et surtout charges aujourd'hui) ne permet pas aux plus démunis d'y accéder et les bailleurs sociaux refusent souvent de les accepter dans les logements. Nous avons ces deux problématiques : l'accompagnement social qu'il faudra quand même que nous puissions continuer à faire, même si ces gens ont quitté les quartiers prioritaires.

On nous dit que cet accompagnement social sera de six mois pour les personnes relogées dans le cadre de l'ANRU. Six mois, c'est une moyenne, ce n'est pas toujours suffisant. Parfois, c'est trop court pour ces populations. Monsieur LEROY nous a indiqué que la Métropole se chargerait d'un travail de sensibilisation auprès des bailleurs sociaux. J'espère que ce travail sera fait, parce qu'aujourd'hui la problématique concerne ces habitants du 1^{er} quartile qui ne peuvent pas systématiquement accéder aux logements sociaux en raison de leur insuffisance de ressources adaptées au coût des loyers et des charges. Voilà les deux problématiques que je voulais soulever, Monsieur le Président. Ce sont quand même des sujets importants. Il faudra que demain nous arrivions à surmonter ces problèmes.

Monsieur Thierry BREYSSE

Je voudrais revenir effectivement sur les relogements dans le cadre de l'ANRU. Je crois qu'il y a 250 familles actuellement. L'estimation actuelle des besoins en logement ANRU est de 12 relogements par mois, dont environ 7 ménages hors QPV par mois pour les communes hors Montpellier, dont Montpellier aussi fait partie hors QPV. Je pense que ce sont des chiffres raisonnables et qui seront à mon avis atteints plutôt facilement. En plus, la Métropole va mettre en place deux référents sociaux qui vont accompagner ces familles en difficulté et cela se fera ensuite après le logement où il y aura un petit peu un état des lieux et de diagnostic pour savoir comment se passe leur vie dans ces logements sociaux.

Monsieur Cyril MEUNIER

Je voulais revenir sur deux choses. Premièrement, oui, c'est un vote à l'unanimité. Nous avons tous voté le jour où il y avait le Préfet.

Monsieur Thierry BREYSSE

Unanimité, sauf une abstention.

Monsieur Cyril MEUNIER

Sauf une abstention. S'il a envie de le dire, il le dira, mais à la quasi-unanimité. Nous pouvons dire que nous avons tous voté cela, et je veux le noter parce que c'est l'esprit métropolitain. C'est le sens qui nous réunit, en particulier les communes autour de Montpellier. Je rappelle quand même que les Maires qui ne sont pas touchés par l'obligation de créer du logement social se sont associés à l'ensemble des Maires, au niveau de la Métropole, pour en faire. C'est remarquable. Et c'est vrai que nous avons une politique que nous bâtissons tous ensemble et qui est remarquable en la matière. Nous savons que Montpellier qui porte à peu près 23 % de logements sociaux a besoin et se doit de pouvoir bénéficier de la solidarité de l'ensemble des communes tout autour.

Ceci étant, une fois que nous avons dit cela, cela veut dire que nous avons la volonté, mais après il ne faut pas se masquer la réalité. Catherine a raison, des personnes en grande difficulté, ce n'est pas seulement leur donner un logement, c'est d'être capable de les accompagner. Je pense que deux travailleurs sociaux seront un peu faibles. Il faut que nous ayons un travail en commun, avec les services du Département qui ont des agences sociales.

Il faut que nous travaillions tous la main dans la main, sans pour cela aller à la fusion que le Président SAUREL souhaiterait, mais il faut travailler dans ce sens-là, il ne faut pas minimiser ce que cela va apporter, surtout que nous savons que les publics les plus en difficulté parfois ne veulent pas quitter leur quartier, ce qui est logique, et quand ils acceptent de quitter leur quartier, voire la Ville de Montpellier, ils préfèrent être proches de la périphérie avec le tram, etc. Il y a des problèmes qui se posent.

Deuxième point, puisque le Président est taquin ce soir, nous allons lui répondre. Quand nous citons 12 fois la Conférence des Maires, cela ne veut pas dire qu'il y a eu 12 Conférences des Maires. Aux Conférences des Maires, il y a plusieurs sujets. C'est vrai que nous avons été un peu en absence de Conférence des Maires. Depuis la réflexion que nous avons faite ici, il est vrai qu'il y en a eu. Il y avait des sujets importants, nous les avons traités. Parfois, nous avons eu à traiter des dossiers, alors que la communication avait déjà sorti les plans, en particulier celui des transports, ce qui veut dire que cela peut être parfois considéré comme une chambre d'enregistrement. Sur ce sujet-là, sur celui qui nous concerne dans cette délibération-là, je voulais dire que cela n'a pas été le cas. Nous avons échangé en pleine transparence et en pleine solidarité entre les élus et je crois que nous avons fait un bon travail et que quand nous nous sommes montrés devant le Préfet et l'État, nous pouvions être dignes du travail de la Métropole.

Monsieur le Président

Quand il y a le Préfet, vous votez bien.

Monsieur Cyril MEUNIER

Non.

Monsieur le Président

Ce n'est pas ce que vous avez écrit. Nous allons le lire tout à l'heure. Quand il y a le Préfet, cela vote. Mais quand vous êtes livrés à vous-mêmes, vous écrivez des textes comme celui que nous allons vous lire puisque c'est votre propre production.

Monsieur Cyril MEUNIER

Nous avons dit exactement ce que nous venons de dire, c'est que nous sommes d'accord et nous portons la solidarité. Par contre, il ne faut pas nier les difficultés que cela va occasionner et nous avons parlé de cela tout à l'heure.

Monsieur le Président

Écoutez, nous allons lire le texte et puis les téléspectateurs, les citoyens, se feront une idée eux-mêmes.

Monsieur Cyril MEUNIER

Il n'y a aucun souci, mais notre vote nous engage et notre vote est à l'unanimité du groupe que nous représentons pour cette répartition.

Monsieur Thierry BREYSSE

Monsieur le Président, cher Cyril, justement nous avons fait le point, pratiquement au 1^{er} semestre 2019. Je rappelle que le quartile, c'est pour une famille seule : 7 750 euros par an. Voilà en catégorie ressource financière. Nous avons largement atteint le QPV puisque vous savez que pour les QPV, il fallait au moins atteindre 50 % d'attributions aux 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} quartiles. Nous sommes à 70 %, largement au-dessus de 50 %.

Effectivement, pour ce qui est hors QPV, pour l'attribution au 1^{er} quartile, nous sommes à 15,18 %. Nous avons encore des progrès à faire. Je pense que cela va se faire de façon solidaire, Cyril, j'en suis persuadé, tous les bailleurs et réservataires vont se mettre au travail pour arriver à ce chiffre de 25 %.

Monsieur René REVOL

Je voudrais attirer l'Assemblée sur l'importance de cette délibération, puisque nous mettons en place à travers cela la Commission Intercommunale d'Attribution de logements. C'est une initiative qui a été prise dans des Agglomérations avant que la loi ne la rende obligatoire, et personnellement, en 2009, lors de ma première mandature, je l'avais proposée à cette Assemblée. On m'avait dit que l'on verrait plus tard, car cela crée une grande transparence auprès de tous ceux qui sont en demande de logements sociaux, sur la façon dont ils sont attribués. Je me félicite de cette avancée. Comme cela a été intégré à la loi ALUR qui date, je vous rappelle, de 2014, et dans beaucoup de collectivités, cela traîne encore pour la mettre en place. Nous, nous la mettons en place 5 ans après, et même si c'est un peu tard, je me félicite

que 10 ans après, nous ayons mis en place cette Commission. Chacun doit apporter son lot dans ce travail. En tout cas, pour notre commune, nous avons décidé de le faire.

Nous nous heurtons à un problème global et qui recoupe l'intervention qu'a fait tout à l'heure Monsieur MARTIN, qui a mis le doigt sur un sujet important, c'est qu'aujourd'hui, si vous regardez la demande de logements sociaux, c'est effectivement le 1^{er} quartile qui est largement dominant. Nous nous apercevons que beaucoup d'entre eux sont éligibles à un PLAI. Le problème, c'est que cette demande ne peut être satisfaite que si en face il y a une offre. Cela recoupe la discussion que nous avons tout à l'heure sur le PLH, c'est qu'il nous faut continuer à faire un effort important pour augmenter la proportion des PLAI parce que, comme l'a remarqué Madame DARDE, lorsque nous arrivons en Commission d'Attribution et que nous avons privilégié ce 1^{er} quartile, les bailleurs sociaux et tout le monde nous disaient : *« Nous ne pouvons pas les prendre parce qu'il y a non seulement un plafond, mais il y a aussi un plancher. Ils ne sont pas à ce plancher en termes de revenu. Nous ne pouvons pas les prendre parce qu'ils ont un reste à vivre à ce moment-là beaucoup trop faible »*.

Nous avons été confrontés depuis des années à cette difficulté de publics qui sont particulièrement éligibles à des logements sociaux, mais la typologie des logements sociaux qui sont proposés n'est pas suffisante. Il faut vraiment combiner la demande et l'offre, sinon nous n'arriverons pas à y répondre. Je pense que par ailleurs, il y a un effort global qui a été engagé depuis maintenant plusieurs années pour faire qu'il y ait sur l'ensemble des autres communes comme Montpellier un processus de rattrapage. C'est un effort commun qui doit être mené et nous pouvons le mener en bonne intelligence, sans faire de cette question une question de querelle quelconque. Je pense que c'est une délibération importante et qu'il faut tout faire pour qu'elle se réalise.

Dernier point, dans ce qui concerne l'accompagnement, lorsque nous avons été confrontés sur notre commune à ce problème, lorsque nous sommes passés de 100 à 500 logements sociaux, et que la part des PLAI a augmenté, le nombre de publics qui devaient être accompagnés a nécessairement augmenté, ce qui a amené notre CCAS à passer d'un effectif de deux membres à un effectif de six membres, mais le poids de cette augmentation est portée par la seule Ville de Grabels, puisque le CCAS n'est financé que par la Ville, et par aucune autre structure, dans un contexte où l'aide de l'État dans ce domaine est proche de zéro. C'est la collaboration avec le Département, sa présence à nos côtés, mais en termes d'aide financière nous n'en avons aucune.

Il faudrait s'interroger à l'avenir sur les manières. Cela ne signifie pas que c'est nécessairement la Métropole. Elle peut le faire à travers une Dotation de Solidarité, mais cela ne suffira pas, et puis la Dotation de Solidarité, là où elle existe dans certaines Agglomérations, elle ne porte pas uniquement sur ce sujet. Il faudrait réfléchir à l'avenir à quel dispositif nous mettrons en place pour soutenir les communes qui, faisant cet effort, sont obligées de l'accompagner par des moyens sociaux plus importants qu'avant. Je pense que c'est la question qu'a posée Madame DARDE, il faut le prendre sous un angle beaucoup plus global, et voir quelles dispositions peuvent être mises en place à l'échelle de notre territoire pour assurer cet accompagnement par rapport à cet effort. Voilà ce que je voulais dire aujourd'hui.

Monsieur Thierry BREYSSE

Je voulais préciser une chose, Monsieur le Président. Monsieur le Maire de Grabels, je ne suis pas tout à fait d'accord avec toi, parce qu'en fait la loi a été renforcée par la loi Égalité et Citoyenneté en janvier 2017 et par la loi ELAN en 2018. Je pense que nous ne sommes pas du tout en retard, mais presque en avance. Je pense que nous sommes parmi les premières Métropoles à endosser, à préparer et à respecter cette loi qui a été mise en place récemment. La loi ALUR en fait partie, mais cela a été renforcé. Pour que cette convention puisse exister, il fallait qu'il y ait les lois 2017 et 2018.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL a dit deux choses différentes dans son propos. Il a dit que nous étions en retard et puis il a dit qu'il était ravi, parce que depuis 2009 il attendait. 2009, ce n'était pas nous.

Monsieur Thierry BREYSSE

Nous ne sommes pas en retard, Monsieur le Président, nous sommes plutôt en avance.

Monsieur René REVOL

Il y en a à Nantes depuis 2007, il y en a à Rennes depuis 2009. Simplement, ils ont devancé la loi. C'est tout ce que j'ai dit. Maintenant, nous appliquons la loi et je m'en félicite. Pour le reste, c'est un effort de toutes les communes et de toute la Métropole, et je ne vois pas l'intérêt de polémiquer sur ce sujet. Je me félicite que nous appliquions la loi.

Monsieur le Président

Mais Monsieur REVOL, on a le droit de polémiquer quand même. Vous n'allez pas nous expliquer ce que nous devons faire et penser. On polémique si on a envie de polémiquer. Ici, c'est un débat démocratique. Chacun a le droit de s'exprimer. Cela vous fait drôle. Non ? Cela a l'air de vous surprendre.

Monsieur Renaud CALVAT

Monsieur le Président, je ne sais pas s'il est sain de polémiquer sur ce sujet.

Monsieur le Président

Laissez les Saints en dehors du coup, Monsieur CALVAT, laissez les Saints en dehors du coup s'il vous plaît.

Monsieur Renaud CALVAT

C'est l'orthographe, mais c'est autre chose. Ce n'est pas grave. Monsieur le Président, je crois que ce qui doit nous guider ici, très loin des polémiques, parce que nous parlons de femmes et d'hommes qui vivent principalement en précarité, c'est l'efficacité et uniquement l'efficacité de leur accompagnement global, et pas uniquement des chiffres. Je comprends bien évidemment que lorsqu'on est en responsabilité, et que l'on doit répondre à des objectifs que la loi nous donne, on les mette en avant, il n'y a pas de problème là-dessus. En revanche, je crois qu'il faut que nous ayons une vision globale de ce que nous faisons en faveur de ces personnes-là. L'accès à un logement décent est très souvent l'étape indispensable pour sortir de la précarité, et nous sommes tout à fait d'accord là-dessus. En revanche, et je rejoins mes collègues Maires qui se sont exprimés, il faut pouvoir accompagner dignement ces familles. Lorsque vous vivez dans un QPV à Montpellier, en règle générale vous bénéficiez d'un accompagnement social fort de la Ville, du Département et des services de l'État. Les adolescents par exemple bénéficient du soutien d'APS 34, cofinancé par l'État, la Ville et le Conseil Départemental, magnifique association qui fait un travail de prévention spécialisée efficace sur les QPV de Montpellier.

En règle générale, quand vous êtes dans un QPV et que vous êtes scolarisé, vous êtes scolarisé en REP ou en REP+, et donc dans la classe où vous apprenez, vous êtes 21, voire 22 au maximum par classe. Quand vous vous retrouvez comme cela du jour au lendemain dans un autre environnement où vous n'avez pas cet accompagnement, vous pouvez aussi rencontrer des difficultés c'est la seule chose que nous disons. Ici nous en sommes tous pleinement conscients et c'est pour cela que nous l'avons voté à l'unanimité, nous sommes tous pleinement conscients qu'il est indispensable d'accueillir partout, partout, dans le territoire de la Métropole des familles qui rencontrent des moments difficiles dans leur vie. Mais il est tout aussi indispensable de les accompagner après le logement parce que la pire des choses serait que ces familles-là effectivement sortent d'un QPV. Alors, miracle, -1 sur le tableau Excel, mais ensuite ne sortent pas de la difficulté ou de la précarité, parce qu'ensemble nous n'aurons pas pu les accompagner. Bien évidemment, nous allons encore voter cette délibération à l'unanimité parce que c'est notre dignité à tous de le faire, mais de le faire en intégrant la totalité des accompagnements que méritent ces personnes.

Madame Annie YAGUE

Moi non plus, je ne souhaite pas polémiquer, mais je suis proprement horrifiée par les propos qui viennent d'être tenus. Horrifiée ! Je répète le mot. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que Montpellier est la seule à pouvoir assurer l'accompagnement des personnes qui sont en difficulté ? Cela veut dire quoi ? Qu'il faut les laisser dans les quartiers prioritaires parce que Montpellier est la seule Ville de la Métropole ?

Monsieur Renaud CALVAT

Intervention hors micro.

Madame Annie YAGUE

Monsieur CALVAT, je ne vous permets pas de me couper ! Je ne vous ai pas coupée et au contraire je vous ai écouté attentivement. En plus, cela vient d'une majorité de personnes qui font partie de partis de gauche. Je ne sais pas, ou je n'ai pas compris, je suis vraiment horrifiée par vos propos, je suis désolée.

La Ville de Montpellier n'a jamais demandé une aide à la Métropole pour assurer le suivi des personnes en difficulté. Je ne vois pas pourquoi les autres communes ne seraient pas en capacité de le faire. C'est un choix politique. Ce choix politique, nous l'avons fait à Montpellier, à vous de le faire dans chaque commune. Je vous rappelle que le taux de pauvreté sur la Ville de Montpellier est de 26 %, que dans les autres communes il est de 9 % et que vous voulez rester dans cette situation. Je dis non.

Les gens qui sont dans une situation de précarité ont le droit de choisir où ils veulent habiter ou alors mettez quelque chose devant votre Ville : « *interdit aux personnes qui ont moins de revenu que tant* » ou « *interdit aux personnes qui ont besoin d'un accompagnement social* ». C'est proprement scandaleux, surtout pour des gens de gauche.

Monsieur René REVOL

Intervention hors micro.

Monsieur Cyril MEUNIER

Intervention hors micro.

Monsieur Renaud CALVAT

Intervention hors micro.

Madame Annie YAGUE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

S'il vous plaît, un petit peu de calme. Vous avez dit des choses. Vous avez voté unanimement et puis vous avez écrit des choses. Je veux que nous lisions ce que vous avez écrit.

Monsieur Renaud CALVAT

Je souhaiterais répondre après.

Monsieur le Président

Ah bon ? Les Quartiers Politiques de la Ville, les 12, sont où ? Ils sont dans les communes ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Ils sont à Montpellier. Donc un peu de respect. Mademoiselle BODKIN, lisez la tribune du groupe d'opposition. Lisez-là. Parce que je veux que les Montpelliérains entendent. Je veux que les habitants de la Métropole entendent. Je veux que les gens qui aiment le social, qui sont humanistes, entendent ce qui est écrit pleinement. Et les tribunes, ce n'est pas nous qui les écrivons, c'est le Président du groupe.

Madame Maud BODKIN

Annie, tu étais horrifiée...

Monsieur le Président

Prenez du temps, Mademoiselle BODKIN parce que cela vaut son pesant d'or.

Madame Maud BODKIN

Je vais te dire que quand j'ai lu cela, j'ai eu envie de gerber !

Interventions hors micro.

Madame Maud BODKIN

Je pèse mes mots. Alors, je vais la lire tout doucement, pour que chacun entende ce que vous avez osé écrire dans la tribune, qui est pour moi très proche du parti d'extrême droite français – ce que vous avez écrit à mon humble avis. Je vais le lire. Je ne peux pas dire qui l'a écrite parce que la tribune n'est pas signée en nom, mais signée au nom du groupe.

Monsieur le Président

Ben, ce sont eux. ! C'est tous ceux qui sont là.

Madame Maud BODKIN

C'est le groupe de Coopération Métropolitaine qui écrit cela.

Monsieur le Président

Voilà ! Eh oui.

Madame Maud BODKIN

« CIA. Récemment... »

Madame Michelle CASSAR

Intervention hors micro.

Madame Maud BODKIN

Cela ne me fait pas rire, Madame CASSAR, ce que vous avez écrit vis-à-vis de toutes ces populations, cela ne me fait pas du tout rire.

Madame Michelle CASSAR

Si vous avez envie de gerber, voilà un sac.

Madame Maud BODKIN

Ouais, ouais, ben nous allons le lire ce qu'il y a écrit, parce qu'ici nous sommes dans un pays de droit écrit. Nous allons lire clairement ce qui a été écrit.

« CIA.

Récemment s'est tenue la Conférence Intercommunale du Logement avec les représentants des 31 communes. À cette occasion, la Métropole a sensibilisé les différents partenaires aux besoins de conjuguer leurs actions en faveur des logements sociaux. En effet, notre territoire peine à satisfaire aux exigences légales définies par le cadre législatif de la loi ÉLAN. Ce dernier impose un ratio de 25 % de logement social. La Métropole de Montpellier affiche péniblement une part de 18 %.

Le Président... » – et là je demande à tout le monde vraiment d'écouter ce qui est écrit ! « Le Président vient d'élaborer un vaste plan structurel permettant de résoudre cette épineuse contrainte. Cet élan d'altruisme spontané serait tout à son honneur si cette logorrhée bureaucratique que constitue la Commission Intercommunale d'Attribution ne dissimulait le sombre objectif de déplacer des quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier. »

Interventions hors micro.

Madame Maud BODKIN

Voilà ce que vous avez écrit ! Voilà ce que vous avez osé écrire. Je rêve.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Ouh ! « *Déplacer des populations.* » Vous savez ce que cela veut dire « *déplacer des populations* » ? Fachos ! Voilà. Fachos ! Propos fascistes. « *Déplacer des populations.* »

Interventions hors micro.

Madame Maud BODKIN

Vous pouvez dire non, mais cela va être l'ensemble des habitants de la Métropole qui vont l'avoir dans leur boîte aux lettres ! Comme disait Annie, que des mecs qui se revendiquent de la gauche – pardon, mais cela a été mon parti – osent écrire un truc comme cela, franchement c'est là, oui, où j'ai eu envie de vomir.

Interventions hors micro.

Monsieur Cyril MEUNIER

Maud, finis la lecture.

Monsieur le Président

Oui, oui...

Madame Maud BODKIN

Tu as raison Cyril, il faut aller jusqu'au bout. Excuse-moi, tu as raison. Vous avez raison, pardon, Monsieur MEUNIER.

Monsieur Cyril MEUNIER

Non, tu peux me tutoyer.

Madame Maud BODKIN

Je reprends : « ... *ne dissimulait pas le sombre objectif de déplacer des quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier.* »

Nous constatons, une fois de plus, combien il est facile pour le Président de faire acte de générosité dont les conséquences sont assumées par nos communes. »

Monsieur le Président

Voilà, voilà.

Madame Maud BODKIN

Je continue. Je finis parce qu'il faut aller jusqu'au bout. Il faut le dire de A à Z. « *Ce procédé ne respecte pas le principe de diversité, stigmatise et fragilise les familles défavorisées en les éloignant du bassin de l'emploi et retire...* » – là, c'est le mieux, c'est le pompon ! – « ... *aux Maires la possibilité de prendre des décisions* ». Donc les pauvres, c'est très bien, mais dans la ville-centre et pas dans les communes. Voilà ce que vous avez écrit.

Madame Annie YAGUE

DIS-CRI-MI-NA-TION !

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Franchement, vos écrits parlent pour vous.

Monsieur Cyril MEUNIER

Non, non, non !

Monsieur le Président

Comment, non ? C'est écrit !

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Vous avez voté parce qu'il y avait le Préfet.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

C'est tout. Je vous connais par cœur.

Monsieur René REVOL

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous voulez que je rapporte ce que vous avez tenu comme propos pendant la Conférence des Maires ?

Monsieur René REVOL

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL, je ne parle pas de vous parce que vous, vous avez été clair. Mais vous n'avez pas contrôlé le texte produit par vos amis.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 43.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité et sans le Préfet. Bravo ! Sans le Préfet.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix.

AFFAIRE N°44 : LOGEMENT – CONVENTION DE GESTION 2019 DU FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT – AVENANT N°2 – APPROBATION

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications particulières ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

Monsieur le Président

Moi aussi, j'ai demandé la parole, j'ai la police de l'Assemblée. Ça suffit ! L'exemple que vous donnez est misérable.

Interventions hors micro.

AFFAIRE N°45 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « DOMAINE DE COURPOUYRAN » TRANCHE 2 – ANCIEN CHEMIN DE LODÈVE – JUVIGNAC – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N°46 – LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « EMBL'M » – 32 RUE DES AMARYLLIS À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix.

AFFAIRE N°47 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « KLOE » – 1189 AVENUE DE MAURIN À MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE MÉDITERRANÉE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. FRÊCHE, M. R. CALVAT et M. H. MARTIN sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir (les pouvoirs donnés par Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE et par M. E. PENSO à M. R. CALVAT sont annulés).

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Interventions hors micro.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix.

AFFAIRE N°48 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « LA NORIA » – 74 AVENUE DE MAGUELONE – LATTES – ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°14336 – GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président
Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président
... ils ont ressorti HOLLANDE, CAZENEUVE, CAMBADELIS. Voilà ! Quelle honte !

Interventions hors micro.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N°49 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE « LE CLOS DES CISTES » – RUE DU SORBIER À SAINT JEAN DE VÉDAS – ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°14887 – GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Henri ROUILLEAULT
Je peux prendre la parole ?

Monsieur le Président
C’est sur l’affaire ? Si ce n’est pas sur l’affaire : aucun intérêt !

Monsieur Henri ROUILLEAULT
Intervention hors micro.

Monsieur le Président
Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix.

AFFAIRE N°50 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS SOCIAUX – RÉSIDENCE ACCUEIL « LE THÉANO » - ZAC EURÊKA EXTENSION LOT 19A À CASTELNAU-LE-LEZ – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mme T. DASYLVA et M. E. PETIT sortent de séance.
M. T. QUILES sort définitivement de séance donnant pouvoir à Mme C. JABADO.*

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA, Mme Chantal CLARAC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix.

AFFAIRE N°51 : LOGEMENT – OPÉRATION « RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2019 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT LOCATIF SITUÉ À MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote :, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, Mme Chantal CLARAC.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N°52 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CITÉ INTELLIGENTE – OBS SA BUSINESS SERVICES SA – RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT – EXPÉRIMENTATION – CONVENTION DE PARTENARIAT

Mme M-C. PANOS sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir de M. P. BONNAL est annulé).

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N°53 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CITÉ INTELLIGENTE – MÉTROPOLISME FESTIVAL SUR LA VILLE DE DEMAIN – ILLUSION ET MACADAM – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Pascal KRZYZANSKI, M. Mustapha MAJDOUL, M. Max LEVITA, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Sauveur TORTORICI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix.

AFFAIRE N°54 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – PARTENARIAT EDF – AVENANT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix.

Madame Anne BRISSAUD

Si, moi.

Monsieur le Président

Contre ? Madame BRISSAUD est contre. Vous êtes contre ?

Madame Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non, mais ce n'est pas à l'ordre du jour. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N°55 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – LABSUD – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame BRISSAUD, vous en parlerez pendant la campagne des municipales ! Et vous nous expliquerez votre côté social. Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix.

AFFAIRE N°56 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Interventions hors micro.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

AFFAIRE N°57 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – ASSOCIATION PLATEFORME DE LA CRÉATION D'ACTIVITÉ – FABRIQUE À ENTREPRENDRE MOSSON – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Interventions hors micro.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Gérard LANNELONGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix.

Monsieur Pascal KRZYZANSKI

Silence un peu ! On n'entend rien !

Madame Anne BRISSAUD

On est dans une Assemblée ici !

Monsieur le Président

Parlez-en à votre mentor, Monsieur MORIN. Un as des as. Le haut du panier. La crème des crèmes.

AFFAIRE N°58 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – DYNAMISATION ET ANIMATION DU CENTRE-VILLE DE MONTPELLIER – PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ET LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE L'HÉRAULT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. DASYLVA et M. E. PETIT entrent en séance.

Mmes A. BRISSAUD, M. CASSAR, C. JABADO, I. TOUZARD et MM. C. COUR, M. FRAYSSE, A. LARUE, C. MEUNIER, J-P. MOURE, J. RAYMOND, R. REVOL, J. VERA, sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir (les pouvoirs donnés par : Mme B. ROUSSEL-GALIANA à Mme M. CASSAR, M. T. QUILES à Mme C. JABADO, M. J-F. AUDRIN à M. A. LARUE, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR à Mme I. TOUZARD sont annulés).

Madame Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous voulez parler Madame DARDE ?

Madame Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Arrêtez, Madame DARDE ne peut pas s'exprimer ! Mais ce n'est pas croyable. Vous n'êtes pas venue pour crier ! Madame DARDE, prenez la parole tranquillement.

Madame Catherine DARDE

Merci.

Madame Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Mais vous n'avez pas la parole. Vous êtes très indisciplinée, Madame BRISSAUD. Si vous étiez dans ma classe, vous iriez au piquet ! 100 lignes : « *Je ne ferai pas de bruit pendant les séances de la Métropole* ».

Madame Catherine DARDE

J'espère que vous n'allez pas regretter de m'avoir donné la parole. Je voulais intervenir sur le dossier 58.

Monsieur le Président

Qu'est-ce que vous avez dit ? Ce sont des menaces ?

Madame Catherine DARDE

J'espère que vous n'allez pas regretter de m'avoir donné la parole. C'est tout.

Monsieur le Président

Ce sont des menaces.

Madame Catherine DARDE

Non. Ce ne sont pas des menaces. C'est un souhait.

Monsieur le Président

Ce sont des menaces ! Ce n'est pas possible.

Madame Catherine DARDE

Je peux continuer, Monsieur le Président ?

Monsieur le Président

Je ne sais pas, parce que franchement utiliser la parole pour dire des âneries pareilles, Madame DARDE, vous m'avez habitué à mieux et vous n'avez pas encore parlé.

Madame Catherine DARDE

Je n'ai pas le sentiment de dire des âneries, mais vous avez le droit de le penser.

Monsieur le Président

Quand vous commencez votre propos en faisant des menaces, ce sont des âneries.

Madame Catherine DARDE

Je voudrais intervenir sur le dossier 58 qui prévoit un partenariat entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI

La CIA s'en va !

Monsieur le Président

Il faudrait qu'ils réécrivent le texte, peut-être qu'on le passera dans le prochain hebdo de la Métropole. Ah oui, ça va coller !

Madame Catherine DARDE

Je peux parler ? Vous réagissez, Monsieur le Président, aux conséquences des dégradations engendrées auprès des commerces du centre-ville pendant les 30 semaines des manifestations. Vous proposez aujourd'hui des aides pour la revalorisation, la revitalisation et l'animation des commerces. Je voudrais rappeler que malheureusement l'appel à projets qui a été lancé pour le Fonds de Soutien aux Commerces impactés par ces mouvements sociaux, vous n'avez jamais déposé de dossier à ce niveau-là et c'est vraiment regrettable. Je voudrais d'ailleurs vous remettre en main propre la lettre du Premier Ministre adressé au Sénateur...

Monsieur le Président

Oh !

Madame Catherine DARDE

...qui, effectivement, stipule que vous n'avez jamais déposé de dossier. C'est regrettable. Les commerces du centre-ville ont été sanctionnés de ce fait.

Monsieur le Président

Madame DARDE, je vous arrête, vous ne connaissez pas le règlement. C'est la Chambre de Commerce et d'Industrie, ainsi que les Chambres consulaires et les commerçants qui devaient me transmettre le dossier, à moi ou à la Région, que je devais déposer à Paris. C'est la règle. Il n'a pas reçu de dossier parce que moi non plus je ne l'ai pas reçu de la CCI. Vous savez, il a raison le Premier Ministre. Ce qu'il dit est vrai, mais ce que vous dites est faux. Je mets aux voix l'affaire 58. Si c'est pour cela que vous avez pris la parole, Madame DARDE... Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix.

AFFAIRE N°59 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – COMMUNAUTÉ D'UNIVERSITÉS ET D'ÉTABLISSEMENTS (COMUE LRU) – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je suis embêté, avec cela parce que la COMUE est en cours de destruction par l'Académie. La COMUE est en train d'être dissoute par la Rectrice d'Académie, Madame GILLE. Je demande que cette affaire retirée de l'ordre du jour. Qui est contre le fait de retirer l'affaire ? Abstention ? Tout le monde est d'accord. Nous la retirons de l'ordre du jour, dans l'intérêt des finances des habitants de la Métropole, et dans l'intérêt des affaires universitaires, et en corrélation avec Madame la Rectrice, Madame GILLE.

Affaire retirée.

AFFAIRE N°60 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – EXERCICE 2019

MM. R. CAIZERGUES et E. PETIT sortent définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix.

AFFAIRE N°61 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONTRAT DE PLAN ÉTAT-RÉGION 2015-2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER POUR LE PROJET BNIF (BIONANOIMANING FOUNDRY) DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir (le pouvoir de M. J- P. GRAND est annulé).

Monsieur le Président

Qui est défavorable ? Qui s'abstient ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal MARION, Mme Sonia KERANGUEVEN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix.

AFFAIRE N°62 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – CONTRAT DE PLAN ÉTAT-RÉGION 2015-2020 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER POUR LE PROJET MESO@LR – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal MARION, Mme Sonia KERANGUEVEN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix.

AFFAIRE N°63 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – DIGITAL 113 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°64 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – ASSOCIATION PULSE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°65 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – FONDATION UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. DEWINTRE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Chantal MARION, Mme Sonia KERANGUEVEN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix.

AFFAIRE N°66 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT – PARTENARIAT POUR L'ÉVÉNEMENT ZEVEN – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN entre en séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°67 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATIONS DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit du Colloque Environnement de Vie le 25 octobre 2019 et le Colloque Patrick GEDDES, formidable, le père de la Ville durable, pionnier de l'écologie urbaine, du 14 au 15 juin 2019. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix.

AFFAIRE N°68 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – MISSION À DAEGU (CORÉE DU SUD) DU 2 AU 7 SEPTEMBRE 2019 – PARTICIPATION AU FORUM MONDIAL DES VILLES DE L'EAU – SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°69 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITÉ – MISSION À TEL AVIV (ISRAËL) DU 15 AU 20 SEPTEMBRE 2019 – PARTICIPATION AU DIGITAL LIFE AND DESIGN INNOVATION FESTIVAL – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. BOUALLAGA sort de séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix.

Monsieur le Président

Excusez mon accent anglais, il n'est pas terrible. Je prends des cours, je m'améliore, mais cela est difficile et long.

AFFAIRE N°70 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION POUR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2019 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNÉE 2019 – LES ENFANTS D'HÉLÈNE – APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix.

AFFAIRE N°71 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION POUR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2019 – DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2019 – CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix.

AFFAIRE N°72 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION POUR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2019 – CONTRAT DE VILLE – ÉLABORATION DU PROTOCOLE D'ENGAGEMENTS RENFORCÉS ET RÉCIPROQUES (PERR) – PRÉSENTATION DES GRANDS PRINCIPES

Monsieur le Président

C'est un prendre acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N°73 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION POUR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2019 – ASSOCIATION FACE HÉRAULT – CONVENTION DE PARTENARIAT 2019 – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix.

AFFAIRE N°74 : COHÉSION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION POUR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE – DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE 2019 – FONDS MÉTROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES (FAJ3M) – BILAN 1^{ER} SEMESTRE 2019 – AIDES INDIVIDUELLES

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N°75 : CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS ET FONDS DE CONCOURS – CONVENTIONS DE PARTENARIAT – APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Jean-Noël FOURCADE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Henri de VERBIZIER, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix.

AFFAIRE N°76 : CULTURE – CONVENTION EN FAVEUR DE LA GÉNÉRALISATION DE L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DANS LES COMMUNES DE CASTRIES ET SAINT JEAN DE VÉDAS – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix.

AFFAIRE N°77 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION MOOVEMENT EVENT RELATIVE À L'ORGANISATION DU FESTIVAL « FAMILY PIKNIK 2019 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. BOUALLAGA entre en séance.

Monsieur le Président

C'est de la musique techno. Ce soir, il y a Tohu-Bohu. Demain soir, il y a Tohu-Bohu. Il y a Piknik Family le 2 août et à la fin de l'année, il y a I Love Techno. Une terre de festivals technos, cultures urbaines. Nous, ici, nous dansons techno. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°78 : CULTURE – COMÉDIE DU LIVRE 2020 – MISSION À ZAGREB (CROATIE) EN SEPTEMBRE 2019 – PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE MISSION À L'ÉTRANGER – APPROBATION

Monsieur le Président

Je vous rappelle que la Croatie nous a demandé d'être l'invité et la Ministre de la Culture m'a envoyé une lettre spéciale pour faire partie du lot des pays invités à la *Comédie du Livre* et nous avons décidé que ce serait la Croatie qui serait l'invité. Bernard TRAVIER s'est rendu d'ailleurs à Zagreb à ce propos, et à propos de la belle exposition qu'il y avait au musée de Zagreb, d'un des élèves en peinture du grand peintre montpelliérain Alexandre CABANEL. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix.

AFFAIRE N°79 : CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES – CONVENTION DE PÔLE ASSOCIÉ DOCUMENTAIRE 2020-2024 AVEC LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°80 – CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU FONDS RÉGIONAL DE RESTAURATION ET D'ACQUISITION POUR LES BIBLIOTHÈQUES (FRRAB) – APPROBATION

M. H. ROUILLEAULT sort de séance.

Monsieur le Président

J'ai demandé à Monsieur GUDIN, qui est présent et que je remercie, de me montrer toutes les nouvelles acquisitions de la bibliothèque Émile Zola. Nous allons vous en faire part. C'est un registre du XVII^{ème} siècle, des années 1664, qui est un *registre des États de la Province du Languedoc*, qui étaient présidés par l'Archevêque de Narbonne, Président de droit. Cet ouvrage écrit à la main et dont la couverture est formée de peau de chèvre tendue, ce document écrit à l'encre, avec une très belle écriture pour du XVII^{ème} siècle, explique le règlement des États Généraux : qui doit voter ? Pourquoi ? Comment ? Qui représente qui ? Qui représente quoi ? Sur la dernière page, c'est adressé aux Universités et on demande aux Universités et notamment à la Faculté de Médecine de Montpellier « *d'éviter de décerner des diplômes à des ignorants* ». C'est une phrase qui a toute son actualité parce qu'il arrivait à l'époque qu'il y avait de faux diplômes, des faussaires qui utilisaient la bonne foi de certains pour se faire donner des diplômes. Vous voyez, il n'y a rien qui a changé. C'est le premier document.

Monsieur Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, c'est une règle de prudence que certains auraient dû respecter, mon ami Max LÉVITA doit savoir ce que je veux dire, parce qu'il y a une Université sur la Côte d'Azur qui avait délivré des diplômes dans des conditions qui auraient justifié la mise en œuvre des sanctions prévues par les États. Il n'y a pas de sanction, mais un simple avertissement, et puis nous avons vu des thèses, à une époque, extrêmement légères.

Monsieur le Président

Ensuite, reliure au chiffre, JJR c'est Jean-Jacques-Régis de CAMBACERES, archichancelier d'Empire, deuxième Consul, Prince de Parme, fils du Maire de Montpellier. Le père s'appelait Jean-Étienne et sa mère s'appelait Rose VASSAL. Voici les merveilleuses reliures. Jean-Jacques-Régis de CAMBACERES, avec ses initiales, avec à l'intérieur les sceaux et alors voilà ce qu'écrit CAMBACERES : *Idées sur le perfectionnement de la législation positive*. J'ai trouvé que le titre était suffisamment évocateur pour que je puisse vous le montrer en séance. Le remembrement des pièces et des rentes de CAMBACERES se font progressivement avec la médiathèque Émile Zola et je remercie Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et Madame FEUILLAS pour les archives.

Ensuite, c'est un truc terrible (1745-1826). C'est une reliure à tranche peinte. Voilà le livre comme il se propose à vous lorsque vous le prenez. On ne dirait pas, c'est un livre normal. C'est l'intérieur qui est remarquablement conservé et vous voyez que la couverture est très épaisse. Lorsqu'on pousse un peu sur la couverture, voilà ce qui se passe, un paysage se dessine sur la tranche qui n'était que dorée. C'est rarissime et nous en avons deux exemplaires de la sorte à la médiathèque Émile Zola qui font partie du trésor de la médiathèque. Comment cela s'appelle-t-il ?

Monsieur Bernard TRAVIER

Le fonds Sabatier d'Espeyran.

Monsieur le Président

Le fonds précieux.

Monsieur Bernard TRAVIER

Dans le fonds Sabatier d'Espeyran, il y a aussi des livres dont la tranche est décorée de cette manière, pas forcément la même méthode, mais un décor aussi très beau.

Monsieur le Président

Voilà. Il y a d'autres choses, mais ces trois documents sont tellement beaux que je n'ai pas résisté.

Monsieur Bernard TRAVIER

C'est intéressant pour nous, Monsieur le Président, parce que nous n'aurons à régler que la moitié. Nous sommes financés. C'est un fonds qui a été créé par la Région et la DRAC. C'est très intéressant.

Monsieur le Président

Il y a une coquille ligne 10 à corriger. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix.

AFFAIRE N°81 – CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES – RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION À LA CINÉMATHEQUE DU FILM DOCUMENTAIRE – APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57

AFFAIRE N°82 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) – CONVENTIONS DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET D'OCCUPATION DE LOCAUX AVEC LE CENTRE DE RESSOURCES, D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix.

AFFAIRE N°83 : CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MÉDIÉVALES (CIMM) POUR L'ORGANISATION DE MASTER-CLASS – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. ROUILLEAULT entre en séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°84 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES – CONVENTIONS DE DÉPÔT-VENTE D’OUVRAGES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d’intervention ?

Monsieur Bernard TRAVIER

Monsieur le Président, je voudrais dire quelque chose. Ce matin, le Directeur des fouilles du musée Lattara a rendu hommage à l’instituteur qu’était Henri PRADES parce qu’il a dit : « *C’était vraiment un visionnaire de l’archéologie* ». C’est le Directeur du CNRS qui a dit : « *Cet instituteur était un visionnaire de l’archéologie, car il a pressenti les grands axes d’installations du port, des populations, etc.* » Ce matin, j’ai vu des choses incroyables. Ils ont mis à jour les poteaux de bois parfaitement conservés auxquels les bateaux étaient attachés. Il est possible de les voir jusqu’à vendredi. Et vendredi les eaux vont revenir et remplir à cet endroit-là, mais ils ont fait des découvertes, des bronzes dorés et non pas attaqués. Il y a vraiment de très très belles choses.

Monsieur le Président

Si vous ne connaissez pas le musée Lattara et les collections qui s’y trouvent, je vous invite à le visiter de fond en comble et je vous conseillerais – personnellement, c’est ce que je préfère – la verrerie romaine et les bronzes romains coulés, qui sont tout juste merveilleux. Et la verrerie romaine est aussi fine que la bulle de chewing-gum. C’est vrai. On les sort de terre avec une petite balayette, un petit pinceau. J’ai eu l’honneur de fouiller avec Monsieur PRADES à l’époque qui était instituteur avec mon père. C’est une merveille. Contre ? Abstention ? Merci à la Conservatrice Diane DUSSEAUX pour le travail qu’elle déploie à Lattara.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°85 : CULTURE – AGORA, CITÉ INTERNATIONALE DE LA DANSE – CONVENTION D’INSTALLATION, GESTION, ENTRETIEN ET REMPLACEMENT DE LIGNES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES À TRÈS HAUT DÉBIT EN FIBRE OPTIQUE AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE SA – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Titina DASYLVA, M. Henri de VERBIZIER, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix.

AFFAIRE N°86 : RESSOURCES HUMAINES – CRÉATION D’UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE PÔLE INFORMATIQUE ET NUMÉRIQUE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès de la Vice-Présidente, Madame ILLAIRE Régine ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°87 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET EFFECTIFS – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des précisions à Régine ILLAIRE ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°88 : PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES DÉCHETS ET DE LA PROPRETÉ AUX ABORDS DES RÉSIDENCES EN HABITAT SOCIAL – APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix.

AFFAIRE N°89 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE – SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS LANGUEDOC (SBL) – GOUVERNANCE – MODIFICATION DES STATUTS – APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix.

AFFAIRE N°90 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE – SCHÉMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE – RENFORCEMENT ET SÉCURISATION DU SERVICE DE SAINT-BRÈS – MODIFICATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX – APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène

FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, M. Laurent JAOU, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix.

AFFAIRE N°91 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE – COMMUNE DE SAINT-BRÈS – CONVENTION D'ACHAT D'EAU POTABLE EN GROS ET DE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX TRAVAUX D'ADDUCTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, LA RÉGIE DES EAUX ET LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président
Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, M. Laurent JAOU, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSET, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix.

AFFAIRE N°92 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PROJET DE MODERNISATION DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DE MAERA – ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE AU PROJET – AVIS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

Bonsoir, Monsieur le Président, bonsoir à toutes et bonsoir à tous. Nous avons démarré l'enquête publique concernant MAERA qui ira du 8 juillet au 20 août. Elle est légèrement plus longue parce que comme vous le constatez, elle se passe en plein été. Du coup, les Commissaires Enquêteurs ont voulu qu'elle soit un peu allongée. Il y aura 10 réunions publiques. Il y en a déjà eu à Montpellier, ici au siège. Il y en a déjà eu une à Lattes. Pour l'instant, il semblerait que cela ne soulève pas des foules, mais il est important que nous fassions cette enquête publique. Elle est proposée en dématérialisé. Tout un chacun peut aller la consulter et la regarder.

Nous pouvons voir tout ce qui a été déposé au fur et à mesure par les personnes qui mettent des annotations ou autres. Celles-ci sont rendues au fur et à mesure aux Commissaires Enquêteurs. Je vous l'ai dit, dans 7 communes, il y aura des réunions où se rendront les Commissaires Enquêteurs. Ce sont des communes métropolitaines, mais cela peut être aussi comme Teyran qui est raccordée à MAERA qui aura droit à sa permanence là-bas sur place.

Tout se déroule comme normalement. Nous avons fait une réunion publique à Lattes. Monsieur le Maire de Lattes n'était pas présent. Monsieur le Maire de Pérols était présent. Monsieur

REVOL était présent. Je crois que c'était tout au niveau des élus. Cela s'est très bien passé, il y a eu des échanges avec des associations, c'était très bien. Rosy, tu y étais, excuse-moi.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°93 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE – CONVENTIONS FINANCIÈRES – CONVENTION-CADRE DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES

Ceci est un très beau sujet, que j'espère après 2020 pouvoir étoffer beaucoup plus que cela avec un fonds haut, puisque nous avons rencontré déjà les Métropoles de Marseille et de Lyon qui travaillent avec beaucoup de compétences que nous aimerions nous approprier. Là, nous avons vraiment travaillé sur toutes les conventions et sur tous les rapports que nous avons. Nous avons 5 gros projets : un qui concerne 10 communes du sud du Burkina Faso. Nous travaillons avec l'association Secours Catholique, antenne de Montpellier. Si vous voulez plus de détails après, je vous en donnerai. La Ville de Zhalé au Liban. Nous travaillons avec l'association APIEU de Montpellier. Ensuite, 5 villages du district de Salem en Inde avec l'association Kynarou France, l'antenne de Montpellier. Le quatrième dossier, c'est l'adduction d'eau potable dans deux villages du canton de Tchékpo au Togo. Là, nous sommes avec Hydraulique sans Frontières. Et pour terminer avec la municipalité de Kifa en Mauritanie. C'est la Métropole qui porte ce dossier. C'est un très beau projet. C'est vraiment une nouveauté. Nous nous engageons vers une vraie coopération que nous portons nous-mêmes à la Métropole. C'est vraiment un très beau projet. Voilà les 5 dossiers que je voulais vous présenter.

Monsieur le Président

Qui demande la parole sur la coopération décentralisée ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°94 – SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS – AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des précisions au rapporteur ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°95 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DES RÉSEAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC ET DE TÉLÉCOMMUNICATION SUR LES COMMUNES DE GRABELS ET DE PRADES-LE-LEZ – PROGRAMMATION 2019 – DEMANDE DE SUBVENTIONS – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité. Contre ? Abstention ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, M. Laurent JAOUL, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix.

AFFAIRE N°96 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ÉTAT POUR L'ENTRETIEN GÉNÉRAL DES AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS EN SORTIE D'AUTOROUTE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VENDARGUES – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°97 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE – SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) – RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°98 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE (SA3M) – RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°99 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON – RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR 2018 – APPROBATION

Monsieur le Président

Marie-Hélène SANTARELLI nous représente. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°100 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS – RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION

Monsieur le Président

Une nouvelle Directrice générale vient d'être recrutée en la personne de Madame Sandra VERNIER. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°101 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM – RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION

Monsieur le Président

TaM présidée par Monsieur EL KANDOUSSI. Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°102 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SFMA – RAPPORT ANNUEL DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION

Monsieur le Président

Ce sont les services funéraires. SFMA présidés par Madame YAGUE. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58

AFFAIRE N°103 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE BRL – RAPPORT ANNUEL 2018 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION

Monsieur le Président

Présidée par Monsieur RICO. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

AFFAIRE N°104 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE – L'OR AMÉNAGEMENT – RAPPORT ANNUEL 2018 DE L'ADMINISTRATEUR – APPROBATION

Monsieur le Président

Présidée par Monsieur RICO toujours. Qui demande la parole ? Contre ? Abstention ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix.

**AFFAIRE N°105 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – SOCIÉTÉ
PUBLIQUE LOCALE LRAD – RAPPORT ANNUEL 2018 DE L'ADMINISTRATEUR
– APPROBATION**

Monsieur le Président

Madame MARSALA nous représente au Conseil d'administration. Je mets aux voix. Contre ?
Abstention ?

À l'issue d'un vote à main levée, la délibération est adoptée à l'unanimité

Pour : 58

Monsieur le Président

Merci à chacune et chacun.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h55.